

## LCL PRUDENT

OPCVM de droit français

Société de gestion

**Amundi Asset Management**

Sous déléataire de gestion comptable en titre

**CACEIS Fund Administration France**

Dépositaire

**CACEIS BANK**

Commissaire aux comptes

**KPMG AUDIT**

# OPCVM LCL PRUDENT

## Sommaire

	Pages
<b>Caractéristiques de l'OPC</b>	<b>3</b>
<b>Compte rendu d'activité</b>	<b>4</b>
<b>Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue</b>	<b>15</b>
<b>Informations spécifiques</b>	<b>16</b>
<b>Informations réglementaires</b>	<b>17</b>
<b>Certification du Commissaire aux comptes</b>	<b>21</b>
<b>Comptes annuels</b>	<b>26</b>
Bilan Actif	27
Bilan Passif	28
Hors-Bilan	29
Compte de Résultat	30
<b>Annexes aux comptes annuels</b>	<b>31</b>
Règles et méthodes comptables	32
Evolution de l'Actif net	35
Compléments d'information	36
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	43
Inventaire	44
Rapport annuel de l'OPC Maître	45

## Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

### LCL PRUDENT

Code ISIN : (C) FR0010762963

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

#### Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Non applicable

En souscrivant à LCL PRUDENT, vous accédez à des expertises variées au sein d'un univers large constitué des marchés monétaires, obligataires, d'actions et de devises, au travers de AMUNDI PRUDENT - O.

En effet, votre investissement est réalisé en quasi-totalité dans AMUNDI PRUDENT - O et, accessoirement en liquidités.

L'objectif de gestion de votre fonds est, sur un horizon de placement de 2 ans, de réaliser une performance annuelle supérieure de 2% à celle de l'Eonia capitalisé, indice représentatif du taux monétaire de la zone euro, à travers une gestion discrétionnaire et flexible d'exposition aux différents marchés internationaux d'actions, de taux et de devises, et après prise en compte des frais courants.

La performance de LCL PRUDENT peut être inférieure à celle de AMUNDI PRUDENT - O en raison notamment de ses propres frais.

La stratégie et l'objectif de gestion de votre fonds est identique à celle de AMUNDI PRUDENT - O, à savoir :

*"L'objectif est, sur un horizon de placement de 2 ans, de réaliser une performance annuelle supérieure de 2% à celle de l'Eonia capitalisé, indice représentatif du taux monétaire de la zone euro, à travers une gestion discrétionnaire et flexible d'exposition aux différents marchés internationaux d'actions, de taux et de devises, et après prise en compte des frais courants.*

*Pour y parvenir, l'équipe de gestion effectue une sélection d'actions, principalement européennes, de toutes tailles de capitalisations, d'obligations publiques et privées, européennes et internationales, principalement de bonne qualité ("Investment Grade") selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de gestion, et de devises.*

*Compte tenu de sa gestion active et discrétionnaire, le fonds sera exposé aux marchés de taux entre 0 et 100% de son actif net, aux marchés des actions entre 0 et 20% de son actif net et aux devises entre 0 et 30% de son actif net.*

*L'exposition cumulée aux marchés d'actions, aux obligations haut-rendement et émergentes sera limitée à 30%.*

*Le fonds est soumis à un risque de change.*

*Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage. "*

LCL PRUDENT est éligible au PEA.

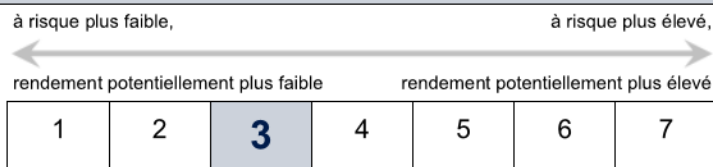
L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à posteriori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 2 ans.

#### Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de ce FCP reflète les prises de positions à l'achat et à la vente de la gestion sur les marchés des actions, taux et changes dans le cadre de la marge de manœuvre préalablement définie.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les dispositions en matière de souscription/rachat de AMUNDI PRUDENT - O, dans lequel est investi votre fonds, sont expliquées dans la partie Conditions de souscriptions et de rachats du prospectus de AMUNDI PRUDENT - O.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de liquidité : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du portefeuille.

## Compte rendu d'activité

Janvier 2020

De nouveaux risques ravivent les craintes sur la croissance mondiale. Les statistiques économiques publiées en Janvier, bien que mitigées, continuent de montrer des signes de stabilisations de la conjoncture économique. Aux Etats-Unis, malgré un ralentissement progressif et des investissements en recul, la croissance se poursuit à 2.1% au T4 2019, selon les premières estimations du PIB. En Zone Euro, les chiffres de croissance sont plus décevants, avec une progression du PIB de seulement 0,1%. Il y a toutefois des signes de légères améliorations dans le secteur manufacturier, et notamment en Allemagne, et le secteur des services reste résilient. Le taux de chômage est également sorti en baisse en zone Euro à 7,4%, son niveau le plus bas depuis 2008. L'inflation reste globalement contenue dans les pays développés, en dessous de l'objectif des 2% de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Réserve Fédérale Américaine. Dans ce contexte, les principaux banquiers centraux ont maintenu inchangées leurs politiques monétaires accommodantes. Les espoirs se tournent désormais de plus en plus vers des stimulus fiscaux, qui pourraient intervenir dans un contexte où les préoccupations liées à notre environnement sont plus que jamais à l'ordre du jour des gouvernements. A court terme, le facteur géopolitique reste néanmoins très présent. Les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran se sont certes apaisées, mais les récentes évolutions du Coronavirus en provenance de Chine ont apportées de l'incertitude; les investisseurs craignant un impact négatif sur la croissance Chinoise, et mondiale. Retour de l'aversion au risque après un bon début d'année. Les marchés actions qui avaient démarré l'année 2020 dans le vert, ont en deuxième partie du mois de janvier enregistré un retour de volatilité, lié aux craintes concernant le coronavirus. Les principaux indices mondiaux ont ainsi enregistré des performances négatives sur la période, de -0.6 % pour le MSCI World, -1.8 % pour le MSCI EMU en zone Euro, et les baisses les plus marquées ont été enregistrées en Asie émergente, et notamment en Chine, où le MSCI China a fini le mois à -4.8%. Les incertitudes de ces derniers jours ont de nouveau poussé les investisseurs vers une recherche de sécurité, ce qui a joué en faveur des actifs considérés comme « valeurs refuges » telles que les obligations souveraines allemandes à 10 ans qui ont vu leur taux baisser à -0.43%. Les obligations d'entreprises de qualité et celles éligibles au programme de rachat d'actifs de la BCE ont également surperformé sur la période. A court terme, nous adoptons une posture plus prudente au vu des incertitudes qui planent sur les marchés des actifs risqués. Nous pensons toutefois que grâce aux mesures déployées par le gouvernement chinois et la communauté internationale, l'impact du Coronavirus sur l'économie mondiale devrait rester modéré et temporaire. Par ailleurs, la baisse des taux et la chute du prix du pétrole pourraient contribuer au renforcement de la consommation des ménages, ce qui serait particulièrement bénéfiques à des pays tels que l'Inde ou les Etats-Unis. A moyen terme, nous nous attendons à une reprise de la production chinoise et des échanges internationaux, qui s'accompagneraient de phénomènes de rattrapages positifs pour plusieurs secteurs. Ceci plaide, selon nous, en faveur d'un scénario de stabilisation, voire de légère ré-accélération de la croissance mondiale sur la deuxième partie de l'année. Nous pensons que les niveaux de valorisation élevées sur les marchés développés et l'engouement des investisseurs en tout début d'année pour les valeurs émergentes relativement moins chers, expliquent en partie la sensibilité des marchés aux mauvaises nouvelles et par conséquent l'amplitude de la baisse sur le mois de janvier. Nous avons par conséquent légèrement baissé notre exposition aux actions pour nous prémunir contre des corrections techniques. Nous maintenons toutefois une exposition totale actions à 15.8%, en phase avec notre scénario central de stabilisation de la croissance mondiale à moyen terme. Nous restons constructifs sur le marché du Crédit, et maintenons notamment en portefeuille notre exposition aux obligations d'entreprises de qualité « Investment Grade ». Afin d'équilibrer le niveau de risque du portefeuille, nous avons en parallèle renforcé notre exposition aux obligations d'état, principalement au travers d'emprunts d'états américains. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts a ainsi été rehaussé à 3.2 à fin janvier.

Février 2020

Depuis son apparition, le Coronavirus occupe le devant de la scène internationale. Sa rapide propagation en dehors de la Chine a entraîné les marchés financiers dans une semaine de forte correction fin février, sur crainte de l'impact sur l'économie mondiale. Le coronavirus est survenu dans un contexte de croissance mondiale en décélération. Après plusieurs signaux positifs fin 2019, les anticipations de stabilisation de la conjoncture en 2020 ont désormais laissé place à un scénario moins positif à court terme. Les derniers indices PMI chinois publiés sont sorti en net recul, faisant état d'une dégradation notable de la confiance des directeurs d'achats pour le mois à venir, aussi bien concernant l'activité manufacturière que le secteur des services. Dans ce contexte, il est difficile d'estimer avec précision l'ampleur de l'impact sur la croissance mondiale. Nous nous attendons toutefois à ce que les banques centrales maintiennent leurs postures accommodantes. Les

# OPCVM LCL PRUDENT

prochaines publications d'indicateurs économiques pourraient d'ailleurs ouvrir la porte à un passage à l'action des principaux banquiers centraux. Le consensus anticipe à présent plusieurs baisses de taux de la part de la Réserve Fédérale américaine (Fed) notamment, suite au communiqué de Jerome Powell annonçant que la Fed se tenait prête à « agir de façon appropriée » pour soutenir l'économie. Cet épisode sanitaire pourrait donner lieu à une réorganisation structurelle des chaînes d'approvisionnement et des échanges mondiaux. Le président Donald Trump, en marge de sa campagne pour les élections américaines, s'est ainsi rendu en Inde afin d'initier des entretiens bilatéraux en vue d'un accord commercial. Par ailleurs, les négociations pour la mise en place des accords commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne ont démarré et s'annoncent houleuses. Forte correction sur les marchés actions et surperformance des valeurs refuges. Après avoir fait preuve d'une bonne résistance initiale lors du déclenchement de l'épidémie de Coronavirus, les marchés actions ont fortement chuté en février. Avec -7,7% en février, le MSCI ACWI (en devises locales) - baromètre des actions mondiales - enregistre sa pire correction mensuelle depuis onze ans. Au plan géographique, la correction a été généralisée avec -3,9% sur les marchés émergents, -8,0% en zone euro, 8,3% aux Etats-Unis, -9,6% au Japon et -9,8% au Royaume Uni. Au plan sectoriel, en Europe, sur un marché en baisse de 8,2%, l'énergie (-14,2%); les transports (-12,7%), les médias (-11,1%) et les services aux consommateurs (-10,6%) - un secteur qui recouvre essentiellement l'hôtellerie restauration, les croisières et les jeux - enregistrent les plus forts reculs. Les obligations d'entreprises ont également sous-performé sur le mois. La ruée des investisseurs vers les actifs de sécurité en cette phase d'incertitudes a entraîné un fort repli des taux des obligations d'états (rappelons que la baisse des taux induit une hausse des performances des obligations souveraines). Le rendement des emprunts d'états américains à 10 ans a ainsi atteint 1.15%, le 10 ans allemand -0.61%. A contrario, le taux du 10 ans italien est remonté à 1.10% en raison des inquiétudes liées au pic récent de contagion dans le pays et son impact sur la croissance dans la région. Perspectives La propagation rapide du virus accentue à court terme le risque baissier sur plusieurs secteurs, et notamment ceux étroitement liés au déplacement des personnes tels que les transports et le tourisme. Les mesures de confinement pour tenter de contenir cette propagation pèsent également sur les chaînes de productions et d'approvisionnement du secteur industriel. L'ampleur de cette crise sanitaire nous amène donc à réviser à la baisse nos prévisions de croissance au premier trimestre, avec un prolongement potentiel de l'impact négatif au deuxième trimestre. Nous pensons toutefois que l'économie américaine devrait faire preuve de plus de résilience, grâce à des fondamentaux plus robustes et une économie moins exposée aux échanges internationaux. Pour contrebalancer ces effets, et dans le sillage des nombreux pays ayant déjà procédé à un assouplissement de leur politique monétaire tels que la Chine, la Thaïlande ou encore le Brésil et la Russie, nous nous attendons à ce que la Banque Centrale Européenne et la Réserve Fédérale américaine leurs emboîtent le pas, dans les semaines à venir, afin de soutenir l'économie. Des mesures budgétaires pourraient également être annoncées. A moyen terme, nous nous attendons toutefois à une stabilisation de la situation sanitaire, suivie d'une reprise progressive de l'activité et par conséquent une amélioration des perspectives bénéficiaires sur la deuxième partie de l'année. Nous avons sur le mois de Février adopté une approche plus défensive portant l'exposition totale du portefeuille aux actions à 14.5%, à travers un allègement global de nos positions émergentes, européennes et japonaises. Nous considérons que les actifs américains devraient bénéficier dans ce contexte des avantages d'une économie plus centrée sur la demande interne et ainsi surperformer les autres régions du monde à court terme, raison pour laquelle nous avons maintenu nos positions actions aux Etats-Unis. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous avons renforcé notre exposition aux emprunts d'états américains. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts a ainsi été portée à 3.21 à fin Février. Nous avons également renforcé le poids des devises pouvant jouer le rôle de valeurs refuges en portant l'exposition au Yen Japonais à 4%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro.

## Mars 2020

Un nouveau mois marqué par le Covid-19 vient de s'achever, avec une poursuite de la progression de la pandémie en Europe et une propagation fulgurante aux Etats-Unis. L'impact significatif de cette crise sanitaire sur l'économie mondiale est de plus en plus visible au travers des indicateurs économiques récemment publiés. Les indices « PMI » qui mesurent le sentiment de confiance des directeurs des achats des entreprises, ressortent à des niveaux très faibles en ce qui concerne le secteur manufacturier, notamment en Europe et dans certains pays d'Asie. L'Italie, L'Espagne, la France et l'Allemagne enregistrent ainsi les niveaux les plus bas depuis 7 ans ou plus. Seule exception, la Chine où l'indice manufacturier pour le mois de mars témoigne d'une légère reprise de l'activité, après avoir touché un record à la baisse pendant le mois de février. Les PMI des services se sont également effondrés, et particulièrement en zone Euro où l'indice a atteint 26.4 à fin mars Vs. 52.6 à fin février. Rappelons que cet indicateur de confiance témoigne d'une expansion de l'activité lorsqu'il s'affiche au-dessus de 50. A contrario, en dessous de 50, il indique une contraction. Les niveaux publiés

# OPCVM LCL PRUDENT

montrent clairement l'ampleur de la contraction économique. Sur le marché du travail, les pertes d'emplois liées à la pandémie de Covid-19 sont aujourd'hui pleinement visibles dans un certain nombre de grandes économies, avec un record aux Etats-Unis, où ont été enregistrées 6.6 millions de nouvelles demandes d'allocations chômage à fin mars. Les données du mois de la Zone Euro indiquent par ailleurs une baisse de l'inflation liée à l'effondrement des prix du pétrole. Dans ce contexte de crise, de nombreux pays ont déployés des mesures de soutien monétaires et budgétaires d'une ampleur historique. La Réserve Fédérale américaine a baissé ses taux de 1,5% et annoncé un programme de rachat d'actifs illimité. De son côté, La Banque Centrale Européenne a porté son programme de rachat de dette publique et privée à 1,1 trillion Eur et annoncé une nouvelle opération ciblée de refinancement à long terme (TLTRO), destinée à prêter aux banques, à des conditions très avantageuses, sous réserve que celles-ci prêtent à leur tour aux entreprises et aux ménages. Les stimuli budgétaires promis sont également colossaux, avec en tête, le plan de relance des Etats-Unis à 2000 Mrds \$, et l'équivalent de 265 Mrds \$ en Allemagne, 145 Mrds \$ en Chine et 50 Mrds \$ en France. Sur le plan politique, les négociations mal orientées entre l'OPEP et la Russie concernant la limitation de la production du pétrole, viennent s'ajouter aux craintes des investisseurs. La dynamique baissière se poursuit sur les marchés financiers. Les marchés financiers ont, ce mois-ci, enregistré un pic de volatilité semblable à celui de la crise de 2008 ; et malgré les nombreuses mesures de soutien des pays, les investisseurs en manque de visibilité quant à l'étendue et la durée de cette crise, peinent à revenir à l'optimisme. Les marchés actions semblent hésiter entre les bonnes nouvelles et l'incertitude majeure qui pèse sur l'activité des entreprises ainsi que le risque de suspension ou report des dividendes dans les semaines qui viennent. Ces actifs ont ainsi enregistré un nouveau mois dans le rouge, avec l'indice mondial MSCI World à -13,2% sur le mois, le MSCI Europe -14,3%, le S&P500 aux Etats-Unis à -12,4 et la plus forte baisse pour les pays émergents d'Amérique latine avec à -34,5% pour l'indice MSCI EM Latam. Sur le plan sectoriel, ce sont sans surprises les secteurs des transports et loisirs et les banques qui ont le plus souffert, perdant près de 30% en Europe. La dynamique baissière s'est propagé aux obligations d'entreprises également. Les émetteurs de moins bonne qualité (« Haut Rendement ») ont particulièrement souffert compte tenu de l'augmentation du risque de défaut. Les émetteurs de bonne notation n'ont pas été épargnés pour autant. Le marché des obligations souveraines a quant à lui connu des fluctuations dans les deux sens. En effet, en anticipation des baisses de taux de la banque centrale américaine (la FED), le taux à 10 ans des emprunts d'Etat américains a atteint un point bas historique proche de 0,50% avant de remonter à 0,67% à fin mars suite aux annonces des plans de relance, susceptibles de creuser les déficits et de renchérir le coût de la dette. En Zone Euro, les rendements des emprunts d'états ont globalement progressé : le taux Allemands à 10 ans a ainsi atteint -0,47%, le taux français à 10 ans -0,02% à fin mars. L'Italie, le premier pays européen touché par le Covid-19, a vu son taux d'émission à 10 ans s'envoler, flirtant avec les 3 %, avant de revenir à 1,52% en fin de mois grâce aux effets positifs des achats d'actifs par la Banque Centrale Européenne. Dans ce contexte, nous avons poursuivi l'approche défensive, en abaissant l'exposition totale actions sur les actifs américains et ceux de la zone Euro compte tenu de l'épicentre actuel de la pandémie. Le poids total des actions au sein du portefeuille s'établit à 15% à fin mars. Nous conservons stables nos positions Crédit, dans l'attente d'une stabilisation des conditions sur ce marché. Nous détenons toutefois une part majoritaire d'actifs des meilleurs notations (Investment Grade). Nous conservons également nos positions en obligations indexées à l'inflation, dans une optique de long terme. Au-delà des cours des matières premières, nous pensons que les efforts des banques centrales et des gouvernements pour soutenir les dettes des états et l'emploi devraient éviter la spirale déflationniste. L'inflation pourrait ainsi reprendre à terme, en conséquences de la réorganisation de certaines chaînes de valeurs post-crise, avec une tendance à la démondialisation sur des secteurs tels que la pharma. A court terme, nous conservons un biais prudent, car nous nous attendons à ce que l'impact négatif de l'arrêt partiel de l'économie se reflète dans les mois à venir sur les données économiques telles que le PIB, les chiffres de productions industrielles et de vente au détail ou encore les taux de chômeurs. Les marchés devraient donc d'ici-là rester sous pression. Nous nous attendons à une contraction globale de l'activité économique avec de fortes récessions séquentielles dans de nombreux pays. Malgré le choc, nous pensons que les mesures déployées par les banques centrales et les gouvernements, d'une ampleur historique, devraient amortir l'impact et permettre, post-confinement, à la croissance de repartir progressivement et aux marchés de se redresser. Nous restons ainsi à l'affût d'opportunités d'investissement à moyen terme. Une fois la vague de publication des données économiques reflétant ce scénario passée, les perspectives de bénéfices des entreprises devraient être plus réalistes et les primes de risque mieux évaluées, nous permettant de nous repositionner au mieux sur les actions. Il en est de même sur le crédit. La qualité des bilans des entreprises et leurs perspectives de défaut induisent une dégradation des notations de certains émetteurs par les agences de notations. Une fois cette phase passée, des opportunités de sélection pourraient se dessiner à nouveau.

# OPCVM LCL PRUDENT

## Avril 2020

Malgré des données économiques très dégradées, les investisseurs se laissent porter par l'espoir de reprise de l'activité avec l'amorce de la Phase 2 de déconfinement progressif. Les récentes publications de données économiques commencent à refléter l'ampleur de l'impact du confinement des 2/3 de la population mondiale. Le PIB au 1er trimestre est sorti en recul de 6,8% en Chine, du jamais vu sur les 40 dernières années. Aux Etats-Unis le PIB est sorti -4,8% et -3,3% en Zone Euro : avec une surprise en France dont le PIB baisse de -5,1%. Une contraction plus forte qu'attendu, plus qu'en Italie par exemple. Les entreprises ont enregistré une baisse record de leur activité, la demande intérieure et mondiale s'étant effondrée et les nouvelles commandes de fabrication et la production étant en chute libre. C'est toutefois le secteur des services qui semble le plus affecté, les entreprises des secteurs du tourisme, de l'immobilier et de la restauration étant les plus sévèrement pénalisées. Le taux de chômage a également fortement augmenté en avril, avec un nombre records de demandes de prestations de chômage aux Etats-Unis atteignant de 26,4 millions au cours des cinq dernières semaines, effaçant tous les progrès réalisés depuis 2009. Par ailleurs, la commission Européenne, dans ses prévisions économiques pour la zone Euro estime désormais l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), à 0,2% en 2020. Dans ce contexte, la mobilisation sans précédent des états et des banquiers centraux se poursuit. Le Congrès américain a récemment approuvé un nouveau plan d'aide lié au Covid-19, représentant un montant total de 484 milliards de dollars, celui-ci étant le quatrième projet de loi adopté par le Congrès pour faire face à la pandémie. La BCE a également renforcé ses dispositifs de rachat de dette et de redistribution de Crédit. Les pays émergents multiplient également les stimuli fiscaux et monétaires. Sur le plan politique par contre, de nouvelles tensions sont apparues entre les Etats-Unis et la Chine qui pourraient menacer l'accord de Phase 1 conclu en janvier. Les marchés actions ont retrouvé une trajectoire haussière en avril. Les marchés qui s'attendaient à des chiffres négatifs ont préféré voir le verre à moitié plein. La décrue du nombre de personnes atteintes de Covid-19 et l'amorce de la phase 2 de reprise progressive de l'activité économique combinée à toutes les mesures de soutien déployées, ont permis aux marchés actions de reprendre une dynamique haussière depuis fin mars, effaçant globalement près de la moitié des pertes encaissées depuis le début de l'année. L'indice mondial MSCI ACWI qui avait perdu plus de 33% entre mi-février et mi-mars, n'est plus qu'à -12,8% sur l'année à fin avril. Sur les marchés obligataires, les taux longs restent orientés à la baisse, les banques centrales maintenant un biais extrêmement accommodant. L'engagement des banquiers centraux a également un effet positif sur obligations d'entreprises qui affichent une performance positive en avril. Nous avons sur le mois d'avril maintenu notre positionnement défensif, avec une exposition aux actifs risqués toujours en sous-pondération par rapport aux niveaux de début d'année. Le poids total des actions a été réduit et s'est établi à 13% en fin de mois, avec une préférence géographique pour le marché américain qui comporte une plus forte proportion de valeurs dites défensives. Côté devises, nous avons renforcé notre exposition aux valeurs refuges telles que le yen japonais et le dollar américain. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en euro à plus de 85%. En perspectives, nous restons prudents à court terme. Les chiffres de PIB du 1er trimestre ne reflètent que 15 jours de confinement en Europe et aux Etats-Unis et les nombreux indicateurs de confiance restent dans le rouge. Nous nous attendons à ce que les chiffres au T2 soient plus dégradés et à ce que cela affecte la dynamique des profits des entreprises, avec des révisions à la baisse. En attendant que ces éléments soient intégrés dans les prix des marchés, les valorisations des actions nous paraissent encore cher à ce stade. Nous pensons toutefois qu'à moyen terme, la levée progressive des mesures de confinement devrait mécaniquement permettre un redressement de l'activité économique. Si cette phase est maîtrisée, nous devrions assister à une sortie de crise sanitaire au cours du 3ème trimestre de cette année, suivie d'une reprise graduelle de la croissance économique mondiale à horizon 2021 grâce aux mesures historiques déployées aussi bien par les banques centrales que par les gouvernements. Nous restons ainsi à l'affût d'opportunités d'investissement, tout en maintenant la sélectivité et le suivi des niveaux de liquidité au centre de notre attention.

## Mai 2020

Les investisseurs ont continué de voir le verre à moitié plein en mai, grâce aux signaux positifs sur le plan sanitaire et l'intensification des plans de soutiens à l'économie. La situation économique est pourtant restée très difficile. Les données publiées au cours du mois, se référant principalement à avril, ont confirmé le ralentissement de la production industrielle ainsi que de fortes perturbations dans le secteur des services qui reste le plus touché, en particulier au travers des entreprises dont l'activité est liée au tourisme et à la restauration. L'emploi continue de subir de fortes baisses, le taux de chômage aux Etats-Unis s'affichant à 14,7% en avril contre 4,4% en mars. L'inflation est également en recul en raison d'une combinaison de croissance faible et de la chute du prix du pétrole. Les mesures de confinement ont toutefois été assouplies en fin de mois dans plusieurs pays, permettant une légère amélioration des indicateurs. Dans ce contexte, la Commission Européenne a dévoilé le programme Next Generation EU, un plan de 750 milliards d'euros de

# OPCVM LCL PRUDENT

prêts et de subventions à accorder aux pays, financé par des emprunts de la Commission européenne sur les marchés financiers. La Réserve Fédérale américaine a de son côté exclu le recours à une politique de taux négatifs mais se tient prête à agir pour soutenir l'économie du pays. Sur le plan politique, les tensions entre la Chine et les Etats-Unis sont de retour, et ce sur plusieurs fronts : commerciales, technologiques .etc. Les dernières déclarations du premier ministre chinois se voulaient toutefois rassurantes, soulignant une coopération toujours possible malgré les différends. Bien que plus modérée, la tendance haussière s'est poursuivie sur le mois de mai. Les investisseurs estimant que le pire est derrière nous, ont poursuivi leurs retours sur les actifs risqués. Les marchés actions ont ainsi continué de progresser, bien qu'à un rythme plus modéré comparé au mois d'avril. L'indice MSCI World AC a enregistré une hausse de +4,0% en mai, après sa très forte hausse en avril (+10,2%), l'indice n'est donc plus en baisse que de 8,7% depuis le 1er janvier alors qu'au plus fort de sa chute, le 23 mars dernier, il affichait un recul de 30,1%. Le rebond a notamment profité à la zone Euro avec l'Allemagne en tête (+6,2%), au Japon (+6,7%) et aux Etats-Unis (+5,0%). La remontée de l'appétit pour le risque a mené à une hausse du rendement des obligations souveraines allemandes et à un resserrement de l'écart de rendement entre les emprunts d'états allemands et ceux des pays périphériques comme l'Italie et l'Espagne. Aux Etats-Unis, les rachats massifs des titres du trésor par la Réserve Fédérale ont permis une stabilisation des rendements obligataires. Le taux des bons du trésor à 10 ans a terminé le mois à 0.65%. Au niveau du portefeuille, l'amélioration sur le plan épidémiologique et l'intensification des plans d'aides nous a amené à revenir graduellement sur les marchés actions ce mois-ci. L'exposition totale actions s'établit ainsi à 14% à fin mai. La reprise de risque se fait toutefois de façon prudente et avec sélectivité. Nous avons ainsi privilégié une réexposition géographique en faveur de l'Europe principalement. Nous avons maintenu stables nos positions en obligations souveraines, dont une part significative d'emprunts d'états américains. Nous maintenons également en portefeuille nos positions sur la zone Euro core, l'Italie et l'Espagne. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts est restée stable. En perspectives, nous pensons qu'à court terme, les marchés devraient continuer graduellement de se rétablir grâce à l'intensité des plans d'aide mis en place par les gouvernements et les banquiers centraux. La reprise progressive de l'activité devrait mécaniquement amener une amélioration des indicateurs de confiance, bien que ceux-là restent pour la majorité des pays encore zone de contraction. Les marchés nous semblent toutefois un peu en avance par rapport à la reprise réelle de l'activité économique à ce jour. Nous restons donc attentifs aux évolutions à venir, qui nous permettront d'avoir une meilleure évaluation de la courbe de reprise et davantage de visibilité concernant les impacts de cette crise sur le moyen terme.

## Juin 2020

Au niveau du portefeuille Amundi Prudent, nous maintenons l'approche prudente en conservant une exposition actions à 16.23% à fin juin, un niveau en sous-pondération par rapport aux niveaux de début d'année. En terme de répartition géographique, les actifs américains restent majoritaires, suivis dans une moindre mesure d'actions de la zone Euro. Nous conservons en portefeuille une part significative d'obligations d'entreprises de qualité « Investment Grade », représentant les actifs des meilleures notations, avec une exposition majoritaire à l'Europe. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous avons réalloué une partie de l'exposition aux emprunts d'états des pays « Euro-core » en faveur des Etats-Unis. Nous maintenons dans une moindre mesure une exposition aux pays périphériques de la zone Euro tels que l'Italie et l'Espagne. Nous conservons également nos positions en obligations indexées à l'inflation, à des fins de diversification et dans une optique de long terme. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts est de 3.3. Côté devises, nous maintenant une exposition au dollar américain et au Yen japonais la portant à près de 4% chacune. Le portefeuille reste majoritairement investi en Euro. En perspectives, nous nous attendons à ce que les mesures monétaires et fiscales soutiennent le redressement de l'économie mondiale sur cette deuxième partie de l'année. La reprise devrait toutefois s'échelonner dans le temps et inclure les différentes régions du monde de façon séquentielle. Au fur et à mesure que nous sortons de cette crise sanitaire, l'intérêt des investisseurs pour les questions géopolitiques devrait croître. Nous resterons donc attentifs aux évolutions à venir concernant les élections américaines, dont l'issue pourrait influencer les négociations avec la Chine et l'Europe. Les sujets Européens sont également nombreux, nous suivront notamment de près le processus budgétaire et le plan de relance, la réponse de la BCE à la cour constitutionnelle allemande en Août ainsi que les négociations autour du Brexit. En ce qui concerne les marchés financiers, nous pensons que le rebond important des actifs risqués depuis fin Mars s'est fait de façon prématurée, reflétant une anticipation de scénario de reprise rapide, combinée à des interventions politiques illimitées. Nous pensons que la situation reste pourtant globalement fragile et que la saison de publication des résultats d'entreprises pourrait présenter des risques de déception et s'accompagner d'un retour de volatilité sur les marchés. Les valorisations nous paraissent donc élevées. Nous resterons, dans ce contexte, prudents en ce qui concerne notre exposition aux actions et nous serons particulièrement sélectifs sur la classe d'actifs obligataires.



# OPCVM LCL PRUDENT

## Juillet 2020

La mobilisation historique des gouvernements se poursuit pour faire face à une reprise d'activité laborieuse. Les données économiques donnent le tournis. Le PIB américain au 2ème trimestre enregistre une chute vertigineuse de -32,9%, et -12,1% pour la zone Euro. Des niveaux jamais enregistrés depuis que cette statistique existe. Malgré des données d'inflation positives en Zone Euro et une amélioration du sentiment des directeurs d'achats dans l'industrie et les services des deux côtés de l'Atlantique pour le mois à venir, la situation reste fragile. Une nouvelle hausse des inscriptions au chômage et de nouvelles mesures de confinement dans les régions enregistrant des résurgences du nombre de cas de Covid-19 font craindre une reprise économique plus laborieuse. Dans ce contexte, les gouvernements et banquiers centraux maintiennent leur mobilisation. En zone Euro, le mois a été marqué par l'adoption par le conseil européen du plan de relance de 750 Mrds€ et par l'accords sur un budget de 1074 Mrds€. Aux Etats-Unis, le président de la Réserve Fédérale a déclaré être inquiet de la vigueur de la reprise et confirme la volonté de la Fed de soutenir l'économie à travers une politique de taux bas et par la poursuite des programmes de rachats. Le gouvernement américain a également mis sur la table un nouveau plan de relance de 1000 Mrds \$, qui doit être validé par le congrès. Les marchés financiers ont connu des évolutions contradictoires. Les marchés actions ont poursuivi leurs hausses, l'indice mondial MSCI World All Countries enregistrant une hausse sur le mois de +5,3%, avec des mouvements haussiers aux Etats-Unis et sur les marchés émergents (+5,6% pour le S&P500 et +9% pour le MSCI EM) mais des mouvements baissiers pour l'Europe et le Japon (-1,4% pour le MSCI Euro et -2,6% pour le Japon). Dans le même temps, la demande pour les actifs refuges reste forte. L'or a continué de s'apprécier et les taux des obligations souveraines ont poursuivi leurs baisses (rappelons que quand les taux des obligations baissent, leurs prix augmentent): le taux des emprunts d'états américains à 10 ans est passé de 0.65% à 0.54% tandis que le 10 ans allemand est passé à -0.52%. Au niveau du portefeuille Amundi Prudent, nous maintenons une approche prudente en conservant une exposition actions à 15.6% à fin juillet, un niveau en sous-pondération par rapport aux niveaux de début d'année. En terme de répartition géographique, les actifs américains restent majoritaires, suivis dans une moindre mesure d'actions de la zone Euro et des pays émergents. Nous restons positifs à l'égard du Crédit. Nous conservons donc en portefeuille une part significative d'obligations d'entreprises de qualité « Investment Grade », représentant les actifs des meilleures notations, avec une exposition majoritaire à l'Europe. Nous détenons également une part limitée de crédit Haut rendement européen. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous conservons des positions majoritairement américaines. Nous maintenons également dans une moindre mesure une exposition aux pays périphériques de la zone Euro tels que l'Italie et l'Espagne, ainsi qu'à la zone Euro « Core ». Nous avons allégé notre exposition aux obligations américaines indexées à l'inflation. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts reste toutefois stable à 3. Nous pensons que les marchés intègrent un scénario optimiste à l'égard du développement de vaccins contre le Covid-19 et au vu des mesures de soutien exceptionnelles déployées par les gouvernements et banquiers centraux. L'évolution de la situation sanitaire reste toutefois, à nos yeux, incertaine ; et la courbe de reprise de l'activité économique pourrait s'en trouver affectée. Les risques géopolitiques sont également toujours présents (Tensions sino-américaines, élections US, Brexit). Nous maintenons donc pour cet été une approche prudente et restons attentifs aux publications des résultats d'entreprises et de leurs indications prospectives, qui devraient offrir une meilleure visibilité concernant les perspectives bénéficiaires et mener par conséquent les marchés à des niveaux de valorisations plus réalistes.

## Août 2020

L'activité économique poursuit son redressement en Août après l'effondrement du 2ème trimestre La reprise s'effectue toutefois à des rythmes hétérogènes. Le ralentissement de la propagation du virus aux États a contribué à l'amélioration du climat des affaires et a permis à de nombreuses entreprises de reprendre leurs activités. La reprise reste toutefois plus soutenue dans la sphère manufacturière que dans les services. La nouvelle progression des cas de COVID-19 en Europe à quant à elle pesé sur les indices de confiances de la zone, qui anticipent un tassement du rythme de reprise ; avec toutefois un contraste entre le secteur manufacturier qui continue de bénéficier du rebond et le secteur des services qui s'avère être le plus touché par le maintien des mesures restrictives. Le marché du travail reste par ailleurs sous pression avec notamment des demandes initiales d'allocations chômeurs dépassant le million aux Etats-Unis. L'inflation a diminué en Zone en Euro d'après la 1ère estimation d'Août et s'est établie à 1,0 % en juillet aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la mobilisation des gouvernements et banquiers centraux se poursuit. La Réserve Fédérale américaine a ainsi communiqué sur une nouvelle stratégie de ciblage de l'« inflation moyenne » qui permettrait au taux d'inflation de dépasser temporairement 2%, confirmant ainsi une orientation très accommodante. Les gouvernements des pays de la zone Euro ont pour leur part annoncé de nouveaux plans de relance qui accompagneront l'intervention des fonds européens. Les investisseurs continuent de voir le verre à moitié

# OPCVM LCL PRUDENT

plein, ce qui bénéficie aux actifs risqués. Les marchés actions ont ainsi enregistré un quatrième mois consécutif de hausse. L'indice mondial MSCI World AC a établi un nouveau plus haut historique, tiré principalement par le marché américain (+ 7,4%). Contrairement au mois de juillet, la zone euro (+4,5%) et le Japon (+7%) ont aussi bien profité de la hausse. Le mouvement marquant sur le marché obligataire, ces dernières semaines, a été la pentification de la courbe des taux aux Etats-Unis. L'écart entre les rendements à cinq ans et à 30 ans s'est creusé du fait de la hausse des taux longs. Les investisseurs prévoient en effet une inflation plus élevée à plus long terme. Du côté des obligations d'entreprises, les performances positives ont été au rendez-vous également. L'exposition du portefeuille Amundi Prudent aux actions est restée stable à 15.7% au total à fin août. Sur le plan géographique, notre préférence se porte sur les actifs américains suivis de la Zone Euro. Nous maintenons également une diversification géographique à travers des actifs émergents et japonais. Nous restons par ailleurs positifs concernant les obligations d'entreprises, avec une préférence pour les actifs de qualité. Les emprunts d'états américains restent majoritaires parmi les obligations souveraines détenues en portefeuille. Nous maintenons dans une moindre mesure une exposition aux pays de la zone Euro « Core ». Nous conservons aussi nos positions en obligations indexées à l'inflation, à des fins de diversification et dans une optique de long terme. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts est de 3.14. Le portefeuille reste majoritairement investi en Euro à plus de 90%. Nous restons donc investis de façon diversifiée mais avec prudence et sélectivité. La dichotomie entre réalité économique et évolution des marchés financiers semble persister. La saison des résultats d'entreprises est certes ressortie au global meilleure qu'attendue, mais la situation sanitaire n'est toujours pas stabilisée et la reprise semble plus modérée, avec des divergences notables entre pays. Les valorisations des actifs risqués nous semblent dans ce contexte toujours élevées. Nous resterons ainsi à court terme prudents et sélectifs en ce qui les concerne. Sur le plan politique, les incertitudes demeurent également, et les soutiens fiscaux et monétaires resteront des facteurs majeurs à suivre dans les semaines à venir.

## Septembre 2020

La reprise économique semble se poursuivre à un rythme moins soutenu en septembre. La poursuite de l'augmentation des cas de contaminations par le Covid-19 se répercute sur le climat des affaires. Les indices de confiance des directeurs d'achats, appelés PMI, indiquent ainsi une stagnation de la reprise économique, aux Etats-Unis et en Zone Euro. Malgré un secteur manufacturier en progression, le PMI des services est en recul, et s'établit aux Etats-Unis à 54.6 en septembre après 55 en août, quand en Zone Euro il s'affiche à 47.6, après 50.5 en Août. Cela contraste avec une reprise qui se renforce en Chine, sur les deux secteurs. L'inflation par ailleurs s'affaiblit. Les chiffres publiés pour la zone Euro font état d'une nouvelle baisse du taux d'inflation annuel, qui s'établit à -0.3% à fin septembre dans sa première estimation, après -0.2% en Août. Dans ce contexte, le soutien des Banques Centrales reste capital. Comme en témoigne la participation, au-delà des attentes, de 388 banques à la dernière opération de la BCE de prêts à long termes à des taux préférentiels, qui a totalisé un montant de 174 milliards d'euro. Sur le plan politique, les incertitudes persistent sur plusieurs fronts : avec la poursuite des négociations des accords post-Brexit, les tensions sino-américaines, et toujours aux Etats-Unis, les élections à venir et les pourparlers concernant un nouveau plan de stimulus budgétaire. Après plusieurs mois de hausse, les marchés actions consolident en septembre. L'indice actions américain S&P500 a ainsi perdu -4% sur le mois, l'indice de la zone euro Eurostoxx 50 a baissé de -3.6% et les marchés émergents ont suivi la tendance enregistrant -3.3% (MSCI Emergents) sur la même période. Ce retour de l'aversion au risque a profité aux obligations souveraines, qui ont vu leurs rendements baisser à -0.53% pour les obligations d'états allemandes à 10 ans et à 0.70% pour les obligations d'états américaines à 10 ans (rappelons que lorsque les rendements baissent, les prix des obligations montent). Nous avons sur le mois maintenu stable notre exposition aux actions, avec une préférence pour les Etats-Unis. L'exposition totale Actions s'établit à 16.02% à fin Septembre. Nous restons positifs concernant les obligations d'entreprises et conservons en portefeuille une part significative des actifs des meilleures notations, dits « Investment Grade » avec une préférence pour l'Europe. Nous maintenons stables nos positions souveraines italiennes et espagnoles, et dans une moindre mesure, celles de la zone Euro « Core ». La sensibilité totale du portefeuille aux taux d'intérêts est de 3.2. En perspectives, nous restons très attentifs aux évolutions de court termes sur les marchés financiers. Ces derniers pourraient connaître un retour de volatilité au vu des échéances politiques qui se rapprochent (élections américaines, accords post-Brexit) et dont les issues restent à ce jour incertaines. A cela s'ajoutent les signaux d'essoufflement de la reprise économique dans plusieurs régions du monde, ce qui pourrait ébranler l'optimisme des investisseurs. Nous restons pour autant constructifs sur le moyen terme. Nous conservons dans cet optique une exposition stable aux actifs risqués, tout en renforçant en parallèle celle aux actifs refuges, afin de protéger le portefeuille contre un risque de retournement des marchés à court terme. La diversification et la qualité de sélection de nos investissements restent les éléments centraux de notre gestion.

# OPCVM LCL PRUDENT

## Octobre 2020

La nouvelle vague de Covid-19 pèse sur le moral des investisseurs Le PIB du 3ème trimestre en zone Euro a pourtant fait état d'un rebond de 12.7% après une chute de 11.8% au T2. Sur un an, la baisse n'est plus que de 4,3%. De l'autre côté de l'Atlantique, une forte croissance du PIB de +33.1% au T3 après -31.4% au T2 en variation trimestrielle annualisée. Le PIB américain n'est plus qu'à 3.5% en dessous du niveau du T4 2019. Malgré ces quelques bonnes surprises, le moral des investisseurs reste en berne. Et pour cause, les cas de contaminations au Covid-19 s'envolent. L'Europe est replongée dans le confinement et les épidémiologistes s'inquiètent de la nouvelle vague qui touche les Etats-Unis. Difficile d'envisager les semaines à venir positivement, comme le souligne le repli global des indices de confiances des directeurs d'achats, aussi appelés PMI, qui sont en baisse, surtout sur le secteur des services. Seule la Chine fait exception, grâce à une meilleure maîtrise de sa situation sanitaire. Cela se reflète sur la reprise économique du pays, qui connaît un redressement fort au niveau du secteur manufacturier mais aussi au niveau des services, comme en témoigne le PMI Caixin des services qui atteint 56,8 en Octobre, un 2ème plus haut depuis 2010. L'inflation annuelle est à ce stade restée stable par rapport à septembre, à 1,37% aux Etats-Unis et à -0,3% en Zone Euro en base annuelle. Les récentes annonces des principaux banquiers centraux confirmeront le maintien des politiques accommodantes au vu du contexte. La BCE s'est notamment engagée à mettre en œuvre une série de nouvelles mesures de relance en fin d'année. Sur le plan géopolitique, les tensions sont nombreuses, mais les élections américaines ont particulièrement capté l'attention ces derniers jours, et l'incertitude quant au nom du prochain président continue de tenir les investisseurs en haleine. Les marchés actions des pays développés se replient Malgré le message rassurant de Christine Lagarde, la volatilité est de retour sur les marchés actions européens. L'indice MSCI Europe a perdu -5.3%, en France le CAC40 a chuté de -4.5% et le Dax 30 en Allemagne a enregistré -8.8% sur le mois. Les marchés américains ne sont pas en reste, l'indice S&P500 finissant le mois à -2.7%. Seuls les marchés émergents semblent tirer leur épingle du jeu grâce à la Chine notamment, l'indice MSCI Emerging réalisant une performance positive de +2.1%. Les obligations d'entreprises de qualité spéculative ont été affectées par ce mouvement de baisse des deux côtés de l'Atlantique. Le Crédit de qualité montre quant à lui plus de résilience, grâce au soutien continu des banques centrales. La détérioration de la situation sanitaire en zone Euro a incité les investisseurs à se tourner de nouveau vers les obligations souveraines pour plus de sécurité, ce qui a porté leurs performances à la hausse. A l'inverse, le taux des emprunts d'états américains à 10 ans est en légère hausse à 0.86% (rappelons que quand le taux d'une obligation est en hausse, son cours baisse). Nous avons conservé une approche globalement prudente sur le mois, en maintenant une exposition stable aux actifs risqués. La part totale des actions en portefeuille reste à 15.63% à fin octobre, avec une dominante géographique en actifs américains et européens. Nous conservons par ailleurs une part significative d'obligations d'entreprises des meilleures notations. Notre préférence géographique en ce qui concerne le Crédit se porte cette fois-ci sur l'Europe, dont les entreprises présentent un plus faible niveau d'endettement. L'horizon de sortie définitive de cette crise sanitaire reste flou, ce qui incite à la prudence sur le court terme. Au vu des nouvelles mesures restrictives mises en place afin de tenter de contrôler le virus, nous nous attendons à une détérioration des indicateurs économiques dans les semaines à venir, ce qui est susceptible de s'accompagner d'épisodes de retour de volatilité sur les marchés. Nous conservons donc une approche défensive à court terme. La levée progressive des incertitudes sur le plan politique et les nouvelles concernant un vaccin pourraient toutefois donner plus de visibilité aux investisseurs et favoriser un retour vers les actifs risqués à moyen terme. Nous restons donc attentifs à ces signaux et à l'affût des opportunités d'investissement qui pourraient se présenter.

## Novembre 2020

Des actifs risqués de nouveau dans le vert malgré une situation économique très contrastée Le pic de contamination au Covid-19 semble avoir été dépassé en Europe. Toutefois, les mesures de confinements mises en place pour y parvenir ont lourdement pesé sur l'activité économique, et en particulier sur le secteur des services. Les ventes au détail ont notamment diminué de 2% sur le mois. A contrario, malgré une situation sanitaire qui continue d'inquiéter en Amérique du Nord, le redressement semble se poursuivre aux Etats-Unis. On note une légère progression des ventes au détail de 0.3% et une hausse de 1.1% de la production industrielle sur le mois. Les indices de confiances restent également optimistes à l'égard des perspectives économiques, sans doute portés par les annonces positives concernant les vaccins ainsi qu'un dénouement des élections perçu très favorablement. L'inflation est toutefois restée très modérée à -0.3% en zone Euro et à 1.2% aux Etats-Unis. La Chine, de son côté, poursuit sa trajectoire de reprise ; les indicateurs mensuels soulignant notamment une amélioration dans le secteur des services. Elle signe également un accord régional de libre échange (RCEP) avec les pays de l'ASEAN et d'autres partenaires commerciaux (Corée du Sud, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande). Dans ce contexte très hétérogène, les mesures de soutiens monétaires et budgétaires restent cruciales. Aux Etats Unis, les discussions ont repris au Congrès concernant une nouvelle

# OPCVM LCL PRUDENT

enveloppe de relance s'approchant des 1000Mrd \$. L'Union européenne, quant à elle, tente de faire avancer les négociations sur le Brexit ainsi que les modalités de mise en place du plan de relance européen. Un mois record sur les marchés actions Ce mois-ci, ce sont les bonnes nouvelles qui l'emportent. Le retour de l'optimisme chez les investisseurs a permis à l'indice actions MSCI monde de réaliser sa plus forte progression mensuelle depuis plus de 45 ans avec à une performance de +11.3% sur le mois de Novembre. La zone Euro a surperformé, enregistrant une hausse de +17.5% (indice MSCI Euro), les Etats-Unis ont réalisé une progression de 12.1% (indice Dow Jones), et les pays émergents +9.3% (MSCI EM). Les marchés du Crédit ont suivi. Les obligations d'entreprises à Haut rendement ont notamment largement surperformé. Les obligations souveraines ne sont pas en reste, le taux italien à 10 ans a battu des records de baisse et son homologue portugais est passé en territoire négatif pour la première fois (rappelons que quand le taux d'une obligation baisse, son cours augmente). Les taux des emprunts d'états américains et allemands sont quant à eux restés contenus, à respectivement 0.83 et -0.57 à fin novembre. Nous adoptons une approche plus constructive et renforçons ainsi l'exposition aux actions. Nous nous sommes repositionné principalement sur les actions américaines et celles des pays émergents. Sur le plan sectoriel, notre préférence s'est porté sur les valeurs cycliques, qui ont soufferts pendant cette crise et qui présentent donc à nos yeux un potentiel de rebond. L'exposition totale Actions s'établit à près de 17% à fin Novembre. Par ailleurs, nous maintenons stable notre exposition aux obligations souveraines américaines et celles de la zone Euro « Core » ainsi que les périphériques tels que l'Italie et l'Espagne. En perspectives, nous restons attentifs aux évolutions de court terme et n'excluons pas une possible matérialisation de risques baissiers, essentiellement liées aux évolutions des courbes de contaminations ou en cas de difficultés ou retards potentiels de mises en œuvres des campagnes de vaccinations. Nous restons donc fidèles à nos principes de diversification et conservons en portefeuille des actifs de protections. Nous sommes toutefois confiants dans les perspectives économiques à moyen terme. Et bien que les investisseurs se soient largement repositionnés sur les actifs risqués, qui ont performé depuis plusieurs mois, de nombreux segments n'ont toujours pas retrouvé leurs niveaux d'avant crise. Nous restons donc constructifs, à la recherche des actifs toujours susceptibles de bénéficier de la dynamique de rattrapage, et notamment dans les secteurs cycliques et les valeurs décotées.

## Décembre 2020

Les marchés financiers finissent l'année sur une note positive Au cours du mois de décembre, la conjoncture économique a continué de varier à court terme, aux Etats-Unis et en Europe, en fonction de l'intensité des mesures de restriction visant à freiner l'épidémie de Covid 19. La forte augmentation des cas de COVID-19 aux États-Unis a conduit à un renforcement des mesures de distanciation sociale dans certains États clés, entraînant un ralentissement économique. Les enquêtes d'activité et les chiffres de consommation et de production ont confirmé cette tendance, les industriels et les prestataires de services signalant une décélération du climat des affaires. Les ventes au détail ont progressé de 4,1 % en glissement annuel en novembre, tandis que la production industrielle a connu une croissance modérée par rapport aux prévisions (0,4 % sur le mois, -5,5 % sur un an). Le taux de chômage s'est établi à 6,7 % en novembre, les entreprises faisant état d'une hausse de leurs effectifs, bien que le marché du travail reste affaibli par rapport à la situation d'avant-crise. En Zone Euro, les enquêtes d'activité ont signalé une légère amélioration en décembre, certaines activités fermées en novembre ayant pu rouvrir. Cependant, les mesures de confinement ont continué de peser lourdement, même si elles ont été moins strictes qu'au printemps et que certaines entreprises ont pu s'adapter. Les ventes au détail ont progressé en octobre de 4,3 % en glissement annuel, ce chiffre étant toutefois antérieur à la dernière vague de restrictions. La production industrielle a, pour sa part, diminué de 3,8 % en glissement annuel en octobre, demeurant bien en-deçà de ses niveaux d'avant-crise. Le marché du travail est resté très affaibli malgré l'extension des dispositifs de protection de l'emploi qui ont empêché une envolée du taux de chômage (tout de même à 8,4 % en octobre contre 7,4 % en janvier). L'inflation est restée contenue et s'est établie à 1,2 % aux Etats-Unis et à -0.3% en Zone Euro sur 12 mois en novembre, inchangée par rapport à octobre. A contrario, en Chine, la reprise est restée vigoureuse. Les bonnes données de novembre (production industrielle et exportations, notamment) ainsi que la flambée de la demande d'électricité signalée dans le sud en décembre indiquent que la reprise est bien ancrée et suggèrent que la croissance du PIB au T4 devrait être supérieure à 5.5% en glissement annuel. La reprise est généralisée, désormais davantage tirée par la demande privée et le secteur des services. Sur le plan politique, l'année se termine positivement, grâce à l'accord sur le Brexit d'un côté et la validation d'un nouveau plan de soutien budgétaire de 900 Mrds€ aux Etats-Unis de l'autre. Les actifs risqués conservent dans ce contexte un cap haussier Après son envolée de +11,3% en novembre, l'indice MSCI World AC a enregistré en décembre une hausse de +3,7% supplémentaires. Le rallye pro-cyclique s'est poursuivi au détriment des secteurs défensifs, comme la Santé ou les Télécoms sur lesquels on a observé des prises de bénéfices. Au plan géographique, l'ensemble des marchés a progressé avec +1,9% en zone euro, +2,8% au Royaume-Uni,

# OPCVM LCL PRUDENT

+3,0% au Japon et +4,0% aux Etats-Unis. La surperformance des Etats-Unis ce mois-ci est toutefois à relativiser compte tenu de la nette érosion du dollar. En retour, cette baisse du billet vert a particulièrement bénéficié aux marchés émergents (+5,9%) ; à noter toutefois la moindre performance de la Chine (+2,6%) affectée par les déboires d'Alibaba (-11,6%). Dans ce sillage, les obligations d'entreprises ont performé, alors que le taux des obligations souveraines américaines a fini l'année en légère hausse à 0.92% (rappelons que quand les taux montent, le cours des obligations baisse). Au sein du portefeuille Amundi Prudent, nous conservons une vue positive sur les actifs risqués. Nous avons ainsi rehaussé notre exposition aux actions au travers d'une réallocation du risque de la zone Euro vers les pays émergents et les Etats-Unis. Nous avons par ailleurs maintenu stable notre exposition aux obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade ». En ce qui concerne les obligations souveraines, nous avons légèrement réduit notre exposition aux actifs américains et maintenu stables les positions de la zone Euro « Core » ainsi que celles des pays périphériques tels que l'Italie et l'Espagne. La sensibilité totale du portefeuille aux taux d'intérêts est ainsi en légère baisse à fin décembre. En effet, après une année 2020 exceptionnelle, l'année 2021 s'annonce sous des auspices plus favorables. Les campagnes de vaccinations en cours et les stimulus fiscaux très forts nous confortent dans notre scénario central de reprise économique. Et bien que nous nous attendons à une trajectoire de redressement lente et hétérogène, nous conservons une vue constructive sur les actifs risqués. Nous sommes notamment positifs sur les actions, et en particulier sur les secteurs en retard. Avec un sénat démocrate aux Etats-Unis, le président Joe Biden a désormais une majorité lui permettant de mettre en œuvre une politique de stimulus budgétaires plus ambitieuse. De plus, les ménages ayant renforcé leurs niveaux d'épargne durant cette crise, ils devraient avoir un pouvoir d'achat plus conséquent à la réouverture des services. Ceci plaide en faveur des valeurs plus cycliques et décotées, que nous détenons en surpondération dans notre portefeuille : il s'agit des actions bancaires, industrielles et biens d'équipements notamment. Nous conservons par ailleurs stables les positions technologiques détenues. Ces actifs ayant déjà bénéficié d'un mouvement de hausse très important en 2020 ont été un contributeur positif aux performances du fonds, et bien qu'ils soient devenus chers, ils présentent toujours des perspectives de croissances bénéficiaires positives et devraient continuer de profiter de l'évolution des pratiques liées au télétravail et au développement du commerce en ligne entre autres. Nous restons toutefois très attentifs aux évolutions à venir. Sur la partie obligataire, nous avons procédé à un allègement de l'exposition au Crédit afin d'équilibrer le niveau de risque global du portefeuille. Nous pensons en effet que cette classe d'actif a largement bénéficié des programmes d'achats massifs des banques centrales en 2020. Le potentiel de performance à venir nous paraît donc moindre. Nous y restons toutefois exposés à des fins de portage, avec une préférence pour les émetteurs des meilleures notations. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous conservons notre exposition aux pays « core » de la zone Euro et aux Etats-Unis à des fins de diversifications et pour la liquidité, et nous restons confiants en ce qui concerne notre exposition aux emprunts d'états Italiens et Espagnols. Nous conservons également des positions en obligations d'états indexées à l'inflation, en anticipation à un potentiel phénomène de reflation à moyen terme, au vu des politiques monétaires très accommodantes mise en place par les banques centrales, qui désormais pourraient s'avérer plus tolérantes vis-à-vis d'une remontée de l'inflation au-delà de la cible pour un certain temps.

Sur la période sous revue du portefeuille LCL PRUDENT, la performance est de 2,00%. Celle du benchmark est de -0,47% avec une Tracking Error de 6,92%.

*Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.*

## **INFORMATION SUR LES INCIDENCES LIÉES À LA CRISE COVID-19**

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

## **Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice**

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI PRUDENT O C	20 815 127,08	14 213 908,04

# OPCVM LCL PRUDENT

## **Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)**

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

## **Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue**

Date de mise à jour du prospectus : 23 mars 2020.

L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à posteriori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 23 mars 2020.

Date de la mise à jour du règlement : 23 mars 2020.

## Informations spécifiques

### OPC nourricier

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il est investi en totalité et en permanence en parts (ou actions le cas échéant) de son OPC maître et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion de cet OPC maître.

Conformément à la réglementation et au cours de la période écoulée, l'OPC maître a présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans le Document d'Information Clé pour l'Investisseur et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

### Frais de gestion nourricier

Votre fonds est nourricier de l'OPC « AMUNDI PRUDENT – O ». Le total des frais effectivement prélevés au cours de l'exercice s'élève à 1,06% TTC, dont 0,75% TTC qui représentent les frais de gestion directs et 0,31% TTC qui représentent les frais de gestion indirects (représentant les frais courants du maître sur la même période), pour la part AMUNDI PRUDENT - O nom de la part.

### Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif de l'OPC et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement de l'OPC.

### Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

### Calcul du risque global

- Méthode choisie de calcul du ratio du risque global :
  - Méthode VaR absolue
  - Le pas de calcul est quotidien, les résultats sont présentés annualisés (racine du temps).
  - L'intervalle de calcul proposé est 95% et le 99%.
  - La profondeur d'historique est de 1 an , 263 scénarios et va du 31/12/2019 au 31/12/2020.
- VAR 95 :
  - Maximum : 6,53%
  - Minimum : 2,76%
  - Moyenne : 5,06%
- VAR 99 :
  - Maximum :
  - Minimum : 4,50%
  - Moyenne : 15,99%



## Informations réglementaires

### Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

#### Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

#### Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

#### Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

### Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

### Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

### Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : [www.amundi.com](http://www.amundi.com).

# OPCVM LCL PRUDENT

## Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

▪ Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de près de 11 000 entreprises dans le monde, selon une échelle qui va de A (pour les émetteurs aux meilleurs pratiques ESG) à G (pour les moins bonnes). Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.

▪ Amundi applique une politique d'exclusion ciblée qui se fonde sur des textes à portée universelle comme le Pacte Mondial de l'ONU, les conventions relatives aux droits de l'homme, à l'organisation internationale du travail et à l'environnement. Amundi exclut ainsi de toutes ses gestions actives\* les entreprises aux comportements non conformes à ses convictions ESG ou aux conventions internationales et à leur traduction en droits nationaux :

- mines antipersonnel,
- bombes à sous-munitions,
- armes chimiques,
- armes biologiques,
- armes à uranium appauvri.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi.

▪ Amundi a également décidé d'exclure ou sous-pondérer dans sa gestion\* certaines activités dont les très fortes externalités négatives les exposent à des pressions croissantes de la société et des contraintes réglementaires ou fiscales croissantes. A fin 2020, deux secteurs sont concernés :

- charbon : exclusion des entreprises réalisant plus de 25% de leur chiffre d'affaires dans l'extraction du charbon, ou produisant plus de 100 millions de tonnes de charbon par an,
- tabac : les entreprises qui réalisent plus de 10% de leur chiffre d'affaires dans le secteur du tabac ne peuvent avoir une note ESG supérieure à E (fournisseurs, fabricants et distributeurs).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par Amundi sont disponibles sur son site Internet : [www.amundi.com](http://www.amundi.com).

\* *Gestion active* : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence

## Eligibilité PEA

La société de gestion assure un suivi quotidien du niveau de détention de titres éligibles au régime fiscal PEA afin de s'assurer que le portefeuille est en permanence investi de manière à respecter le seuil minimal exigé par la réglementation.

## Politique de Rémunérations

### 1. Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « *Directive AIFM* »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « *Directive UCITS V* »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 4 février 2020, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2019 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2020.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2020, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

## **1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel**

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (soit 1 414 collaborateurs au 31 décembre 2020) s'est élevé à 173 960 362 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 110 450 102 euros, soit 63% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 63 510 260 euros, soit 37% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2020, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 26 966 833 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (soit 27 collaborateurs au 31 décembre 2020), 16 356 798 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (soit 39 collaborateurs au 31 décembre 2020).

## **1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt**

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

### 1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

#### *Critères financiers usuels :*

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

#### *Critères non-financiers usuels :*

- Respect des règles internes en matière de prévention et de gestion des risques (Risques/Conformité) ;
- Innovation / développement produit ;
- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

# OPCVM LCL PRUDENT

## 2. Fonctions commerciales

### *Critères financiers usuels :*

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute; développement et fidélisation de la clientèle; gamme de produits ;

### *Critères non-financiers usuels :*

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

## 3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment,

- La mise en place d'un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- La partie différée du bonus des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- L'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

# OPCVM LCL PRUDENT

## **Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**



**KPMG S.A.**  
**Siège social**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Fonds Commun de Placement LCL PRUDENT**

90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux porteurs de parts,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif LCL PRUDENT constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, établis dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Nous vous signalons que le rapport sur les comptes annuels du commissaire aux comptes de l'OPC maître nous ayant été transmis tardivement, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires.

### **Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas

d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**Fonds Commun de Placement**  
**LCL PRUDENT**  
*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.



Signature numérique  
de Pascal Lagand  
Date : 2021.06.23  
14:23:25 +02'00'

Pascal Lagand  
Associé

# OPCVM LCL PRUDENT

## Comptes annuels

# OPCVM LCL PRUDENT

## Bilan Actif au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>243 563 676,60</b>	<b>230 198 371,34</b>
<b>OPC MAÎTRE</b>	<b>243 563 676,60</b>	<b>230 198 371,34</b>
<b>Instruments financiers à terme</b>		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
<b>CRÉANCES</b>		
Opérations de change à terme de devises		
Autres		
<b>COMPTES FINANCIERS</b>		<b>157,65</b>
Liquidités		157,65
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>243 563 676,60</b>	<b>230 198 528,99</b>

## Bilan Passif au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	244 381 830,09	230 581 653,68
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	815 443,52	1 195 015,43
Résultat de l'exercice (a, b)	-2 104 393,20	-3 649 498,60
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *</b>	<b>243 092 880,41</b>	<b>228 127 170,51</b>
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
<b>DETTES</b>	<b>470 785,47</b>	<b>2 071 358,48</b>
Opérations de change à terme de devises		
Autres	470 785,47	2 071 358,48
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>10,72</b>	
Concours bancaires courants	10,72	
Emprunts		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>243 563 676,60</b>	<b>230 198 528,99</b>

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## Hors-Bilan au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

## Compte de Résultat au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers		
Produits sur actions et valeurs assimilées		
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
<b>TOTAL (1)</b>		
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	12,38	43,99
Autres charges financières		
<b>TOTAL (2)</b>	<b>12,38</b>	<b>43,99</b>
<b>RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)</b>	<b>-12,38</b>	<b>-43,99</b>
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	2 068 164,82	3 588 719,11
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)</b>	<b>-2 068 177,20</b>	<b>-3 588 763,10</b>
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-36 216,00	-60 735,50
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
<b>RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)</b>	<b>-2 104 393,20</b>	<b>-3 649 498,60</b>

# OPCVM LCL PRUDENT

## Annexes aux comptes annuels

## 1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

### **Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19**

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

### **Règles d'évaluation des actifs**

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

### ***OPC détenus :***

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

### ***Instruments financiers à terme :***

#### **Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

#### **Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

##### ***Les Swaps :***

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.



# OPCVM LCL PRUDENT

## **Engagements Hors Bilan :**

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans

le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

## **Frais de gestion**

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010762963 - LCL PRUDENT : Taux de frais maximum de 1% TTC.

## **Commission de surperformance :**

Le calcul de la commission de surperformance s'applique au niveau de chaque part concernée et à chaque date d'établissement de la Valeur Liquidative. Celui-ci est basé sur la comparaison entre :

- L'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) et
- L'actif de référence » qui représente l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) au 1er jour de la période d'observation, retraité des souscriptions/rachats à chaque valorisation, auquel est appliqué la performance de l'indice de référence (EONIA capitalisé) majoré de 2% par an.

Cette comparaison est effectuée sur une période d'observation d'une année dont la date anniversaire correspond au jour d'établissement de la dernière valeur liquidative du mois de décembre.

La première période d'observation débutera le 2 janvier 2018 et se terminera le 31 décembre 2018.

Si, au cours de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est supérieur à celui de l'actif de référence défini ci-dessus, la commission de surperformance représentera 20 % de l'écart entre ces 2 actifs. Cette commission fera l'objet d'une provision lors du calcul de la valeur liquidative. En cas de rachat, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la société de gestion.

Si, au cours de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est inférieur à celui de l'actif de référence, la commission de surperformance sera nulle et fera l'objet d'une reprise de provision lors du calcul de la valeur liquidative. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Cette commission de surperformance ne sera définitivement perçue que si, le jour de la dernière valeur liquidative de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est supérieur à celui de l'actif de référence.

## **Affectation des sommes distribuables**

### **Définition des sommes distribuables**

Les sommes distribuables sont constituées par :

# OPCVM LCL PRUDENT

## **Le résultat :**

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

## **Les Plus et Moins-values :**

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

## **Modalités d'affectation des sommes distribuables :**

<b>Part(s)</b>	<b>Affectation du résultat net</b>	<b>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</b>
Parts LCL PRUDENT	Capitalisation	Capitalisation

## 2. Évolution de l'actif net au 31/12/2020 en EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE</b>	<b>228 127 170,51</b>	<b>208 776 181,53</b>
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	31 102 262,05	52 139 492,95
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-20 832 461,17	-43 919 545,27
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	799 566,44	1 193 618,28
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-415,47	-433,38
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Frais de transactions		
Différences de change		
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	5 964 935,25	13 526 619,50
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	18 396 065,01	12 431 129,76
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-12 431 129,76	1 095 489,74
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme		
<i>Différence d'estimation exercice N</i>		
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>		
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-2 068 177,20	-3 588 763,10
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
<b>ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>243 092 880,41</b>	<b>228 127 170,51</b>

## 3. Compléments d'information

### 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
<b>HORS-BILAN</b>		
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS		

### 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

# OPCVM LCL PRUDENT

## 3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(\*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>HORS-BILAN</b>										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(\*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

## 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1		Devise 2		Devise 3		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>ACTIF</b>								
OPC Maître								
Créances								
Comptes financiers								
<b>PASSIF</b>								
Dettes								
Comptes financiers								
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

# OPCVM LCL PRUDENT

## 3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/12/2020
<b>CRÉANCES</b>		
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>		
<b>DETTES</b>		
	Frais de gestion fixe	157 294,16
	Frais de gestion variable	308 628,58
	Provision de garantie	4 862,73
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>470 785,47</b>
<b>TOTAL DETTES ET CRÉANCES</b>		<b>-470 785,47</b>

## 3.6. CAPITAUX PROPRES

### 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	282 164,490	31 102 262,05
Parts rachetées durant l'exercice	-189 370,094	-20 832 461,17
Solde net des souscriptions/rachats	92 794,396	10 269 800,88
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	2 167 352,438	

### 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	-0,01
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	-0,01

# OPCVM LCL PRUDENT

## 3.7. FRAIS DE GESTION

	31/12/2020
Commissions de garantie	4 862,73
Frais de gestion fixes	1 754 673,53
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,75
Frais de gestion variables	308 628,56
Rétrocessions des frais de gestion	

## 3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	31/12/2020
Garanties reçues par l'OPC - dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

# OPCVM LCL PRUDENT

## 3.9. AUTRES INFORMATIONS

### 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2020
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

### 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2020
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

### 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2020
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			243 563 676,60
Instruments financiers à terme	FR0012202430	AMUNDI PRUDENT O C	243 563 676,60
<b>Total des titres du groupe</b>			<b>243 563 676,60</b>



# OPCVM LCL PRUDENT

## 3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau		
Résultat	-2 104 393,20	-3 649 498,60
<b>Total</b>	<b>-2 104 393,20</b>	<b>-3 649 498,60</b>

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-2 104 393,20	-3 649 498,60
<b>Total</b>	<b>-2 104 393,20</b>	<b>-3 649 498,60</b>

# OPCVM LCL PRUDENT

**Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes**

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	815 443,52	1 195 015,43
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
<b>Total</b>	<b>815 443,52</b>	<b>1 195 015,43</b>

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	815 443,52	1 195 015,43
<b>Total</b>	<b>815 443,52</b>	<b>1 195 015,43</b>

## 3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Actif net en EUR	77 646 427,11	139 863 972,76	208 776 181,53	228 127 170,51	243 092 880,41
Nombre de titres	739 008,039	1 297 489,178	1 998 092,474	2 074 558,042	2 167 352,438
Valeur liquidative unitaire	105,06	107,79	104,48	109,96	112,16
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,03	0,05	0,03	0,57	0,37
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,78	-0,79	-0,80	-1,75	-0,97

## 3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
<b>Organismes de placement collectif</b>				
<b>Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation non cotés</b>				
<b>FRANCE</b>				
AMUNDI PRUDENT O C	EUR	2 159 061,046	243 563 676,60	100,19
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>243 563 676,60</b>	<b>100,19</b>
<b>TOTAL Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres UE et organismes de titrisations non cotés</b>			<b>243 563 676,60</b>	<b>100,19</b>
<b>TOTAL Organismes de placement collectif</b>			<b>243 563 676,60</b>	<b>100,19</b>
<b>Dettes</b>			<b>-470 785,47</b>	<b>-0,19</b>
<b>Comptes financiers</b>			<b>-10,72</b>	
<b>Actif net</b>			<b>243 092 880,41</b>	<b>100,00</b>

<b>Parts LCL PRUDENT</b>	<b>EUR</b>	<b>2 167 352,438</b>	<b>112,16</b>
--------------------------	------------	----------------------	---------------

RAPPORT  
ANNUEL  
DÉCEMBRE 2020

## AMUNDI PRUDENT

OPCVM de droit français

Société de gestion

**Amundi Asset Management**

Sous déléguataire de gestion comptable en titre

**CACEIS Fund Administration France**

Dépositaire

**CACEIS BANK**

Commissaire aux comptes

**PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT**

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## Sommaire

	Pages
<b>Caractéristiques de l'OPC</b>	<b>3</b>
<b>Compte rendu d'activité</b>	<b>4</b>
<b>Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue</b>	<b>21</b>
<b>Informations spécifiques</b>	<b>22</b>
<b>Informations réglementaires</b>	<b>23</b>
<b>Certification du Commissaire aux comptes</b>	<b>27</b>
<b>Comptes annuels</b>	<b>32</b>
Bilan Actif	33
Bilan Passif	34
Hors-Bilan	35
Compte de Résultat	38
<b>Annexes aux comptes annuels</b>	<b>39</b>
Règles et méthodes comptables	40
Evolution de l'Actif net	44
Compléments d'information	45
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	53
Inventaire	54
<b>Annexe(s)</b>	<b>58</b>
Caractéristiques de l'OPC (suite)	59

## Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

### AMUNDI PRUDENT

Classe O - Code ISIN : (C) FR0012202430

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

#### Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Non applicable

En souscrivant à AMUNDI PRUDENT - O, vous accédez à des expertises variées au sein d'un univers large constitué des marchés monétaires, obligataires, d'actions et de devises de toutes zones géographiques.

L'objectif est, sur un horizon de placement de 2 ans, de réaliser une performance annuelle supérieure de 2% à celle de l'Eonia capitalisé, indice représentatif du taux monétaire de la zone euro, à travers une gestion discrétionnaire et flexible d'exposition aux différents marchés internationaux d'actions, de taux et de devises, et après prise en compte des frais courants.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion effectue une sélection d'actions, principalement européennes, de toutes tailles de capitalisations, d'obligations publiques et privées, européennes et internationales, principalement de bonne qualité ("Investment Grade") selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de gestion, et de devises.

Compte tenu de sa gestion active et discrétionnaire, le fonds sera exposé aux marchés de taux entre 0 et 100% de son actif net, aux marchés des actions entre 0 et 20% de son actif net et aux devises entre 0 et 30% de son actif net.

L'exposition cumulée aux marchés d'actions, aux obligations haut-rendement et émergentes sera limitée à 30%.

Le fonds est soumis à un risque de change.

Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage.

AMUNDI PRUDENT - O est éligible au PEA.

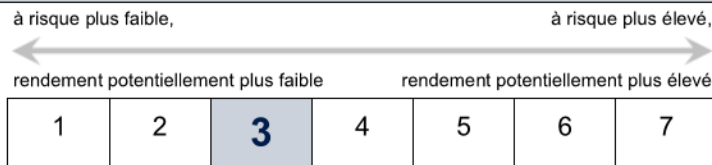
L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à posteriori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 2 ans.

#### Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de ce FCP reflète les prises de positions à l'achat et à la vente de la gestion sur les marchés des actions, taux et changes dans le cadre de la marge de manœuvre préalablement définie.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de liquidité : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du portefeuille.

## Compte rendu d'activité

Janvier 2020

De nouveaux risques ravivent les craintes sur la croissance mondiale. Les statistiques économiques publiées en Janvier, bien que mitigés, continuent de montrer des signes de stabilisations de la conjoncture économique. Aux Etats-Unis, malgré un ralentissement progressif et des investissements en recul, la croissance se poursuit à 2,1% au T4 2019, selon les premières estimations du PIB. En Zone Euro, les chiffres de croissance sont plus décevants, avec une progression du PIB de seulement 0,1%. Il y a toutefois des signes de légères améliorations dans le secteur manufacturier, et notamment en Allemagne, et le secteur des services reste résilient. Le taux de chômage est également sorti en baisse en zone Euro à 7,4%, son niveau le plus bas depuis 2008. L'inflation reste globalement contenue dans les pays développés, en dessous de l'objectif des 2% de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Réserve Fédérale Américaine. Dans ce contexte, les principaux banquiers centraux ont maintenu inchangées leurs politiques monétaires accommodantes. Les espoirs se tournent désormais de plus en plus vers des stimulus fiscaux, qui pourraient intervenir dans un contexte où les préoccupations liées à notre environnement sont plus que jamais à l'ordre du jour des gouvernements. A court terme, le facteur géopolitique reste néanmoins très présent. Les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran se sont certes apaisées, mais les récentes évolutions du Coronavirus en provenance de Chine ont apportées de l'incertitude; les investisseurs craignant un impact négatif sur la croissance Chinoise, et mondiale. Retour de l'aversion au risque après un bon début d'année. Les marchés actions qui avaient démarré l'année 2020 dans le vert, ont en deuxième partie du mois de janvier enregistré un retour de volatilité, lié aux craintes concernant le coronavirus. Les principaux indices mondiaux ont ainsi enregistré des performances négatives sur la période, de -0,6 % pour le MSCI World, -1,8 % pour le MSCI EMU en zone Euro, et les baisses les plus marquées ont été enregistrées en Asie émergente, et notamment en Chine, où le MSCI China a fini le mois à -4,8%. Les incertitudes de ces derniers jours ont de nouveau poussé les investisseurs vers une recherche de sécurité, ce qui a joué en faveur des actifs considérés comme « valeurs refuges » telles que les obligations souveraines allemandes à 10 ans qui ont vu leur taux baisser à -0,43%. Les obligations d'entreprises de qualité et celles éligibles au programme de rachat d'actifs de la BCE ont également surperformé sur la période. A court terme, nous adoptons une posture plus prudente au vu des incertitudes qui planent sur les marchés des actifs risqués. Nous pensons toutefois que grâce aux mesures déployées par le gouvernement chinois et la communauté internationale, l'impact du Coronavirus sur l'économie mondiale devrait rester modéré et temporaire. Par ailleurs, la baisse des taux et la chute du prix du pétrole pourraient contribuer au renforcement de la consommation des ménages, ce qui serait particulièrement bénéfiques à des pays tels que l'Inde ou les Etats-Unis. A moyen terme, nous nous attendons à une reprise de la production chinoise et des échanges internationaux, qui s'accompagneraient de phénomènes de rattrapages positifs pour plusieurs secteurs. Ceci plaide, selon nous, en faveur d'un scénario de stabilisation, voire de légère ré-accélération de la croissance mondiale sur la deuxième partie de l'année. Nous pensons que les niveaux de valorisation élevées sur les marchés développés et l'engouement des investisseurs en tout début d'année pour les valeurs émergentes relativement moins chers, expliquent en partie la sensibilité des marchés aux mauvaises nouvelles et par conséquent l'amplitude de la baisse sur le mois de janvier. Nous avons par conséquent légèrement baissé notre exposition aux actions pour nous prémunir contre des corrections techniques. Nous maintenons toutefois une exposition totale actions à 15,8%, en phase avec notre scénario central de stabilisation de la croissance mondiale à moyen terme. Nous restons constructifs sur le marché du Crédit, et maintenons notamment en portefeuille notre exposition aux d'obligations d'entreprises de qualité « Investment Grade ». Afin d'équilibrer le niveau de risque du portefeuille, nous avons en parallèle renforcé notre exposition aux obligations d'état, principalement au travers d'emprunts d'états américains. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts a ainsi été rehaussé à 3,2 à fin janvier.

Février 2020

Depuis son apparition, le Coronavirus occupe le devant de la scène internationale. Sa rapide propagation en dehors de la Chine a entraîné les marchés financiers dans une semaine de forte correction fin février, sur crainte de l'impact sur l'économie mondiale. Le coronavirus est survenu dans un contexte de croissance mondiale en décélération. Après plusieurs signaux positifs fin 2019, les anticipations de stabilisation de la conjoncture en 2020 ont désormais laissé place à un scénario moins positif à court terme. Les derniers indices PMI chinois publiés sont sorti en net recul, faisant état d'une dégradation notable de la confiance des directeurs d'achats pour le mois à venir, aussi bien concernant l'activité manufacturière que le secteur des services. Dans ce contexte, il est difficile d'estimer avec précision l'ampleur de l'impact sur la croissance mondiale. Nous nous attendons toutefois à ce que les banques centrales maintiennent leurs postures accommodantes. Les prochaines publications d'indicateurs économiques pourraient d'ailleurs ouvrir la porte à un passage à l'action



# OPCVM AMUNDI PRUDENT

des principaux banquiers centraux. Le consensus anticipe à présent plusieurs baisses de taux de la part de la Réserve Fédérale américaine (Fed) notamment, suite au communiqué de Jerome Powell annonçant que la Fed se tenait prête à « agir de façon appropriée » pour soutenir l'économie. Cet épisode sanitaire pourrait donner lieu à une réorganisation structurelle des chaînes d'approvisionnement et des échanges mondiaux. Le président Donald Trump, en marge de sa campagne pour les élections américaines, s'est ainsi rendu en Inde afin d'initier des entretiens bilatéraux en vue d'un accord commercial. Par ailleurs, les négociations pour la mise en place des accords commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne ont démarré et s'annoncent houleuses. Forte correction sur les marchés actions et surperformance des valeurs refuges. Après avoir fait preuve d'une bonne résistance initiale lors du déclenchement de l'épidémie de Coronavirus, les marchés actions ont fortement chuté en février. Avec -7,7% en février, le MSCI ACWI (en devises locales) - baromètre des actions mondiales - enregistre sa pire correction mensuelle depuis onze ans. Au plan géographique, la correction a été généralisée avec -3,9% sur les marchés émergents, -8,0% en zone euro, 8,3% aux Etats-Unis, -9,6% au Japon et -9,8% au Royaume Uni. Au plan sectoriel, en Europe, sur un marché en baisse de 8,2%, l'énergie (-14,2%); les transports (-12,7%), les médias (-11,1%) et les services aux consommateurs (-10,6%) - un secteur qui recouvre essentiellement l'hôtellerie restauration, les croisières et les jeux - enregistrent les plus forts reculs. Les obligations d'entreprises ont également sous-performé sur le mois. La ruée des investisseurs vers les actifs de sécurité en cette phase d'incertitudes a entraîné un fort repli des taux des obligations d'états (rappelons que la baisse des taux induit une hausse des performances des obligations souveraines). Le rendement des emprunts d'états américains à 10 ans a ainsi atteint 1,15%, le 10 ans allemand -0,61%. A contrario, le taux du 10 ans italien est remonté à 1,10% en raison des inquiétudes liées au pic récent de contagion dans le pays et son impact sur la croissance dans la région. Perspectives la propagation rapide du virus accentue à court terme le risque baissier sur plusieurs secteurs, et notamment ceux étroitement liés au déplacement des personnes tels que les transports et le tourisme. Les mesures de confinement pour tenter de contenir cette propagation pèsent également sur les chaînes de productions et d'approvisionnement du secteur industriel. L'ampleur de cette crise sanitaire nous amène donc à réviser à la baisse nos prévisions de croissance au premier trimestre, avec un prolongement potentiel de l'impact négatif au deuxième trimestre. Nous pensons toutefois que l'économie américaine devrait faire preuve de plus de résilience, grâce à des fondamentaux plus robustes et une économie moins exposée aux échanges internationaux. Pour contrebalancer ces effets, et dans le sillage des nombreux pays ayant déjà procédé à un assouplissement de leur politique monétaire tels que la Chine, la Thaïlande ou encore le Brésil et la Russie, nous nous attendons à ce que la Banque Centrale Européenne et la Réserve Fédérale américaine leurs emboîtent le pas, dans les semaines à venir, afin de soutenir l'économie. Des mesures budgétaires pourraient également être annoncées. A moyen terme, nous nous attendons toutefois à une stabilisation de la situation sanitaire, suivie d'une reprise progressive de l'activité et par conséquent une amélioration des perspectives bénéficiaires sur la deuxième partie de l'année. Nous avons sur le mois de Février adopté une approche plus défensive portant l'exposition totale du portefeuille aux actions à 14,5%, à travers un allègement global de nos positions émergentes, européennes et japonaises. Nous considérons que les actifs américains devraient bénéficier dans ce contexte des avantages d'une économie plus centrée sur la demande interne et ainsi surperformer les autres régions du monde à court terme, raison pour laquelle nous avons maintenu nos positions actions aux Etats-Unis. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous avons renforcé notre exposition aux emprunts d'états américains. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts a ainsi été portée à 3,21 à fin Février. Nous avons également renforcé le poids des devises pouvant jouer le rôle de valeurs refuges en portant l'exposition au Yen Japonais à 4%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro.

## Mars 2020

Un nouveau mois marqué par le Covid-19 vient de s'achever, avec une poursuite de la progression de la pandémie en Europe et une propagation fulgurante aux Etats-Unis. L'impact significatif de cette crise sanitaire sur l'économie mondiale est de plus en plus visible au travers des indicateurs économiques récemment publiés. Les indices « PMI » qui mesurent le sentiment de confiance des directeurs des achats des entreprises, ressortent à des niveaux très faibles en ce qui concerne le secteur manufacturier, notamment en Europe et dans certains pays d'Asie. L'Italie, L'Espagne, la France et l'Allemagne enregistrent ainsi les niveaux les plus bas depuis 7 ans ou plus. Seule exception, la Chine où l'indice manufacturier pour le mois de mars témoigne d'une légère reprise de l'activité, après avoir touché un record à la baisse pendant le mois de février. Les PMI des services se sont également effondrés, et particulièrement en zone Euro où l'indice a atteint 26,4 à fin mars Vs. 52,6 à fin février. Rappelons que cet indicateur de confiance témoigne d'une expansion de l'activité lorsqu'il s'affiche au-dessus de 50. A contrario, en dessous de 50, il indique une contraction. Les niveaux publiés montrent clairement l'ampleur de la contraction économique. Sur le marché du travail, les pertes d'emplois liées à la pandémie de Covid-19 sont aujourd'hui pleinement visibles dans un certain nombre de grandes

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

économies, avec un record aux Etats-Unis, où ont été enregistrées 6,6 millions de nouvelles demandes d'allocations chômage à fin mars. Les données du mois de la Zone Euro indiquent par ailleurs une baisse de l'inflation liée à l'effondrement des prix du pétrole. Dans ce contexte de crise, de nombreux pays ont déployés des mesures de soutien monétaires et budgétaires d'une ampleur historique. La Réserve Fédérale américaine a baissé ses taux de 1,5% et annoncé un programme de rachat d'actifs illimité. De son côté, La Banque Centrale Européenne a porté son programme de rachat de dette publique et privée à 1,1 trillion Eur et annoncé une nouvelle opération ciblée de refinancement à long terme (TLTRO), destinée à prêter aux banques, à des conditions très avantageuses, sous réserve que celles-ci prêtent à leur tour aux entreprises et aux ménages. Les stimuli budgétaires promis sont également colossaux, avec en tête, le plan de relance des Etats-Unis à 2000 Mrds \$, et l'équivalent de 265 Mrds \$ en Allemagne, 145 Mrds \$ en Chine et 50 Mrds \$ en France. Sur le plan politique, les négociations mal orientées entre l'OPEP et la Russie concernant la limitation de la production du pétrole, viennent s'ajouter aux craintes des investisseurs. La dynamique baissière se poursuit sur les marchés financiers. Les marchés financiers ont, ce mois-ci, enregistré un pic de volatilité semblable à celui de la crise de 2008 ; et malgré les nombreuses mesures de soutien des pays, les investisseurs en manque de visibilité quant à l'étendue et la durée de cette crise, peinent à revenir à l'optimisme. Les marchés actions semblent hésiter entre les bonnes nouvelles et l'incertitude majeure qui pèse sur l'activité des entreprises ainsi que le risque de suspension ou report des dividendes dans les semaines qui viennent. Ces actifs ont ainsi enregistré un nouveau mois dans le rouge, avec l'indice mondial MSCI World à -13,2% sur le mois, le MSCI Europe -14,3%, le S&P500 aux Etats-Unis à -12,4 et la plus forte baisse pour les pays émergents d'Amérique latine avec à -34,5% pour l'indice MSCI EM Latam. Sur le plan sectoriel, ce sont sans surprises les secteurs des transports et loisirs et les banques qui ont le plus souffert, perdant près de 30% en Europe. La dynamique baissière s'est propagé aux obligations d'entreprises également. Les émetteurs de moins bonne qualité (« Haut Rendement ») ont particulièrement souffert compte tenu de l'augmentation du risque de défaut. Les émetteurs de bonne notation n'ont pas été épargnés pour autant. Le marché des obligations souveraines a quant à lui connu des fluctuations dans les deux sens. En effet, en anticipation des baisses de taux de la banque centrale américaine (la FED), le taux à 10 ans des emprunts d'Etat américains a atteint un point bas historique proche de 0,50% avant de remonter à 0,67% à fin mars suite aux annonces des plans de relance, susceptibles de creuser les déficits et de renchérir le coût de la dette. En Zone Euro, les rendements des emprunts d'états ont globalement progressé : le taux Allemands à 10 ans a ainsi atteint -0,47%, le taux français à 10 ans -0,02% à fin mars. L'Italie, le premier pays européen touché par le Covid-19, a vu son taux d'émission à 10 ans s'envoler, flirtant avec les 3 %, avant de revenir à 1,52% en fin de mois grâce aux effets positifs des achats d'actifs par la Banque Centrale Européenne. Dans ce contexte, nous avons poursuivi l'approche défensive, en abaissant l'exposition totale actions sur les actifs américains et ceux de la zone Euro compte tenu de l'épicentre actuel de la pandémie. Le poids total des actions au sein du portefeuille s'établit à 15% à fin mars. Nous conservons stables nos positions Crédit, dans l'attente d'une stabilisation des conditions sur ce marché. Nous détenons toutefois une part majoritaire d'actifs des meilleurs notations (Investment Grade). Nous conservons également nos positions en obligations indexées à l'inflation, dans une optique de long terme. Au-delà des cours des matières premières, nous pensons que les efforts des banques centrales et des gouvernements pour soutenir les dettes des états et l'emploi devraient éviter la spirale déflationniste. L'inflation pourrait ainsi reprendre à terme, en conséquences de la réorganisation de certaines chaînes de valeurs post-crise, avec une tendance à la démondialisation sur des secteurs tels que la pharma. A court terme, nous conservons un biais prudent, car nous nous attendons à ce que l'impact négatif de l'arrêt partiel de l'économie se reflète dans les mois à venir sur les données économiques telles que le PIB, les chiffres de productions industrielles et de vente au détail ou encore les taux de chômages. Les marchés devraient donc d'ici-là rester sous pression. Nous nous attendons à une contraction globale de l'activité économique avec de fortes récessions séquentielles dans de nombreux pays. Malgré le choc, nous pensons que les mesures déployées par les banques centrales et les gouvernements, d'une ampleur historique, devraient amortir l'impact et permettre, post-confinement, à la croissance de repartir progressivement et aux marchés de se redresser. Nous restons ainsi à l'affût d'opportunités d'investissement à moyen terme. Une fois la vague de publication des données économiques reflétant ce scénario passée, les perspectives de bénéfices des entreprises devraient être plus réalistes et les primes de risque mieux évaluées, nous permettant de nous repositionner au mieux sur les actions. Il en est de même sur le crédit. La qualité des bilans des entreprises et leurs perspectives de défaut induisent une dégradation des notations de certains émetteurs par les agences de notations. Une fois cette phase passée, des opportunités de sélection pourraient se dessiner à nouveau.

Avril 2020

Malgré des données économiques très dégradées, les investisseurs se laissent porter par l'espoir de reprise de l'activité avec l'amorce de la Phase 2 de déconfinement progressif. Les récentes publications de données économiques commencent à refléter l'ampleur de l'impact du confinement des 2/3 de la population mondiale.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

Le PIB au 1er trimestre est sorti en recul de 6,8% en Chine, du jamais vu sur les 40 dernières années. Aux Etats-Unis le PIB est sorti -4,8% et -3,3% en Zone Euro : avec une surprise en France dont le PIB baisse de -5,1%. Une contraction plus forte qu'attendu, plus qu'en Italie par exemple. Les entreprises ont enregistré une baisse record de leur activité, la demande intérieure et mondiale s'étant effondrée et les nouvelles commandes de fabrication et la production étant en chute libre. C'est toutefois le secteur des services qui semble le plus affecté, les entreprises des secteurs du tourisme, de l'immobilier et de la restauration étant les plus sévèrement pénalisées. Le taux de chômage a également fortement augmenté en avril, avec un nombre records de demandes de prestations de chômage aux Etats-Unis atteignant de 26,4 millions au cours des cinq dernières semaines, effaçant tous les progrès réalisés depuis 2009. Par ailleurs, la commission Européenne, dans ses prévisions économiques pour la zone Euro estime désormais l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), à 0,2% en 2020. Dans ce contexte, la mobilisation sans précédent des états et des banquiers centraux se poursuit. Le Congrès américain a récemment approuvé un nouveau plan d'aide lié au Covid-19, représentant un montant total de 484 milliards de dollars, celui-ci étant le quatrième projet de loi adopté par le Congrès pour faire face à la pandémie. La BCE a également renforcé ses dispositifs de rachat de dette et de redistribution de Crédit. Les pays émergents multiplient également les stimuli fiscaux et monétaires. Sur le plan politique par contre, de nouvelles tensions sont apparues entre les Etats-Unis et la Chine qui pourraient menacer l'accord de Phase 1 conclu en janvier. Les marchés actions ont retrouvé une trajectoire haussière en avril. Les marchés qui s'attendaient à des chiffres négatifs ont préféré voir le verre à moitié plein. La décrue du nombre de personnes atteintes de Covid-19 et l'amorce de la phase 2 de reprise progressive de l'activité économique combinée à toutes les mesures de soutien déployées, ont permis aux marchés actions de reprendre une dynamique haussière depuis fin mars, effaçant globalement près de la moitié des pertes encaissées depuis le début de l'année. L'indice mondial MSCI ACWI qui avait perdu plus de 33% entre mi-février et mi-mars, n'est plus qu'à -12,8% sur l'année à fin avril. Sur les marchés obligataires, les taux longs restent orientés à la baisse, les banques centrales maintenant un biais extrêmement accommodant. L'engagement des banquiers centraux a également un effet positif sur obligations d'entreprises qui affichent une performance positive en avril. Nous avons sur le mois d'avril maintenu notre positionnement défensif, avec une exposition aux actifs risqués toujours en sous-pondération par rapport aux niveaux de début d'année. Le poids total des actions a été réduit et s'établit à 13% en fin de mois, avec une préférence géographique pour le marché américain qui comporte une plus forte proportion de valeurs dites défensives. Côté devises, nous avons renforcé notre exposition aux valeurs refuges telles que le yen japonais et le dollar américain. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en euro à plus de 85%. En perspectives, nous restons prudents à court terme. Les chiffres de PIB du 1er trimestre ne reflètent que 15 jours de confinement en Europe et aux Etats-Unis et les nombreux indicateurs de confiance restent dans le rouge. Nous nous attendons à ce que les chiffres au T2 soient plus dégradés et à ce que cela affecte la dynamique des profits des entreprises, avec des révisions à la baisse. En attendant que ces éléments soient intégrés dans les prix des marchés, les valorisations des actions nous paraissent encore cher à ce stade. Nous pensons toutefois qu'à moyen terme, la levée progressive des mesures de confinement devrait mécaniquement permettre un redressement de l'activité économique. Si cette phase est maîtrisée, nous devrions assister à une sortie de crise sanitaire au cours du 3ème trimestre de cette année, suivie d'une reprise graduelle de la croissance économique mondiale à horizon 2021 grâce aux mesures historiques déployées aussi bien par les banques centrales que par les gouvernements. Nous restons ainsi à l'affût d'opportunités d'investissement, tout en maintenant la sélectivité et le suivi des niveaux de liquidité au centre de notre attention.

## Mai 2020

Les investisseurs ont continué de voir le verre à moitié plein en mai, grâce aux signaux positifs sur le plan sanitaire et l'intensification des plans de soutiens à l'économie. La situation économique est pourtant restée très difficile. Les données publiées au cours du mois, se référant principalement à avril, ont confirmé le ralentissement de la production industrielle ainsi que de fortes perturbations dans le secteur des services qui reste le plus touché, en particulier au travers des entreprises dont l'activité est liée au tourisme et à la restauration. L'emploi continue de subir de fortes baisses, le taux de chômage aux Etats-Unis s'affichant à 14,7% en avril contre 4,4% en mars. L'inflation est également en recul en raison d'une combinaison de croissance faible et de la chute du prix du pétrole. Les mesures de confinement ont toutefois été assouplies en fin de mois dans plusieurs pays, permettant une légère amélioration des indicateurs. Dans ce contexte, la Commission Européenne a dévoilé le programme Next Generation EU, un plan de 750 milliards d'euros de prêts et de subventions à accorder aux pays, financé par des emprunts de la Commission européenne sur les marchés financiers. La Réserve Fédérale américaine a de son côté exclu le recours à une politique de taux négatifs mais se tient prête à agir pour soutenir l'économie du pays. Sur le plan politique, les tensions entre la Chine et les Etats-Unis sont de retour, et ce sur plusieurs fronts : commerciales, technologiques .etc. Les dernières déclarations du premier ministre chinois se voulaient toutefois rassurantes, soulignant une

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

coopération toujours possible malgré les différends. Bien que plus modérée, la tendance haussière s'est poursuivie sur le mois de mai. Les investisseurs estimant que le pire est derrière nous, ont poursuivi leurs retours sur les actifs risqués. Les marchés actions ont ainsi continué de progresser, bien qu'à un rythme plus modéré comparé au mois d'avril. L'indice MSCI World AC a enregistré une hausse de +4,0% en mai, après sa très forte hausse en avril (+10,2%), l'indice n'est donc plus en baisse que de 8,7% depuis le 1er janvier alors qu'au plus fort de sa chute, le 23 mars dernier, il affichait un recul de 30,1%. Le rebond a notamment profité à la zone Euro avec l'Allemagne en tête (+6,2%), au Japon (+6,7%) et aux Etats-Unis (+5,0%). La remontée de l'appétit pour le risque a mené à une hausse du rendement des obligations souveraines allemandes et à un resserrement de l'écart de rendement entre les emprunts d'états allemands et ceux des pays périphériques comme l'Italie et l'Espagne. Aux Etats-Unis, les rachats massifs des titres du trésor par la Réserve Fédérale ont permis une stabilisation des rendements obligataires. Le taux des bons du trésor à 10 ans a terminé le mois à 0.65%. Au niveau du portefeuille, l'amélioration sur le plan épidémiologique et l'intensification des plans d'aides nous a amené à revenir graduellement sur les marchés actions ce mois-ci. L'exposition totale actions s'établit ainsi à 14% à fin mai. La reprise de risque se fait toutefois de façon prudente et avec sélectivité. Nous avons ainsi privilégié une réexposition géographique en faveur de l'Europe principalement. Nous avons maintenu stables nos positions en obligations souveraines, dont une part significative d'emprunts d'états américains. Nous maintenons également en portefeuille nos positions sur la zone Euro core, l'Italie et l'Espagne. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts est restée stable. En perspectives, nous pensons qu'à court terme, les marchés devraient continuer graduellement de se rétablir grâce à l'intensité des plans d'aide mis en place par les gouvernements et les banquiers centraux. La reprise progressive de l'activité devrait mécaniquement amener une amélioration des indicateurs de confiance, bien que ceux-là restent pour la majorité des pays encore zone de contraction. Les marchés nous semblent toutefois un peu en avance par rapport à la reprise réelle de l'activité économique à ce jour. Nous restons donc attentifs aux évolutions à venir, qui nous permettront d'avoir une meilleure évaluation de la courbe de reprise et davantage de visibilité concernant les impacts de cette crise sur le moyen terme.

## Juin 2020

Au niveau du portefeuille Amundi Prudent, nous maintenons l'approche prudente en conservant une exposition actions à 16,23% à fin juin, un niveau en sous-pondération par rapport aux niveaux de début d'année. En terme de répartition géographique, les actifs américains restent majoritaires, suivis dans une moindre mesure d'actions de la zone Euro. Nous conservons en portefeuille une part significative d'obligations d'entreprises de qualité « Investment Grade », représentant les actifs des meilleures notations, avec une exposition majoritaire à l'Europe. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous avons réalloué une partie de l'exposition aux emprunts d'états des pays « Euro-core » en faveur des Etats-Unis. Nous maintenons dans une moindre mesure une exposition aux pays périphériques de la zone Euro tels que l'Italie et l'Espagne. Nous conservons également nos positions en obligations indexées à l'inflation, à des fins de diversification et dans une optique de long terme. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts est de 3,3. Côté devises, nous maintenant une exposition au dollar américain et au Yen japonais la portant à près de 4% chacune. Le portefeuille reste majoritairement investi en Euro. En perspectives, nous nous attendons à ce que les mesures monétaires et fiscales soutiennent le redressement de l'économie mondiale sur cette deuxième partie de l'année. La reprise devrait toutefois s'échelonner dans le temps et inclure les différentes régions du monde de façon séquentielle. Au fur et à mesure que nous sortons de cette crise sanitaire, l'intérêt des investisseurs pour les questions géopolitiques devrait croître. Nous resterons donc attentifs aux évolutions à venir concernant les élections américaines, dont l'issue pourrait influencer les négociations avec la Chine et l'Europe. Les sujets Européens sont également nombreux, nous suivront notamment de près le processus budgétaire et le plan de relance, la réponse de la BCE à la cour constitutionnelle allemande en Août ainsi que les négociations autour du Brexit. En ce qui concerne les marchés financiers, nous pensons que le rebond important des actifs risqués depuis fin Mars s'est fait de façon prématurée, reflétant une anticipation de scénario de reprise rapide, combinée à des interventions politiques illimitées. Nous pensons que la situation reste pourtant globalement fragile et que la saison de publication des résultats d'entreprises pourrait présenter des risques de déception et s'accompagner d'un retour de volatilité sur les marchés. Les valorisations nous paraissent donc élevées. Nous resterons, dans ce contexte, prudents en ce qui concerne notre exposition aux actions et nous serons particulièrement sélectifs sur la classe d'actifs obligataires.

## Juillet 2020

La mobilisation historique des gouvernements se poursuit pour faire face à une reprise d'activité laborieuse. Les données économiques donnent le tournis. Le PIB américain au 2ème trimestre enregistre une chute vertigineuse de -32,9%, et -12,1% pour la zone Euro. Des niveaux jamais enregistrés depuis que cette statistique existe. Malgré des données d'inflation positives en Zone Euro et une amélioration du sentiment des

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

directeurs d'achats dans l'industrie et les services des deux côtés de l'Atlantique pour le mois à venir, la situation reste fragile. Une nouvelle hausse des inscriptions au chômage et de nouvelles mesures de confinement dans les régions enregistrant des résurgences du nombre de cas de Covid-19 font craindre une reprise économique plus laborieuse. Dans ce contexte, les gouvernements et banquiers centraux maintiennent leur mobilisation. En zone Euro, le mois a été marqué par l'adoption par le conseil européen du plan de relance de 750 Mrds ? et par l'accords sur un budget de 1074 Mrds ?. Aux Etats-Unis, le président de la Réserve Fédérale a déclaré être inquiet de la vigueur de la reprise et confirme la volonté de la Fed de soutenir l'économie à travers une politique de taux bas et par la poursuite des programmes de rachats. Le gouvernement américain a également mis sur la table un nouveau plan de relance de 1000 Mrds \$, qui doit être validé par le congrès. Les marchés financiers ont connu des évolutions contradictoires. Les marchés actions ont poursuivi leurs hausses, l'indice mondial MSCI World All Countries enregistrant une hausse sur le mois de +5,3%, avec des mouvements haussiers aux Etats-Unis et sur les marchés émergents (+5,6% pour le S&P500 et +9% pour le MSCI EM) mais des mouvements baissiers pour l'Europe et le Japon (-1,4% pour le MSCI Euro et -2,6% pour le Japon). Dans le même temps, la demande pour les actifs refuges reste forte. L'or a continué de s'apprécier et les taux des obligations souveraines ont poursuivi leurs baisses (rappelons que quand les taux des obligations baissent, leurs prix augmentent): le taux des emprunts d'états américains à 10 ans est passé de 0,65% à 0,54% tandis que le 10 ans allemand est passé à -0,52%. Au niveau du portefeuille Amundi Prudent, nous maintenons une approche prudente en conservant une exposition actions à 15.6% à fin juillet, un niveau en sous-pondération par rapport aux niveaux de début d'année. En terme de répartition géographique, les actifs américains restent majoritaires, suivis dans une moindre mesure d'actions de la zone Euro et des pays émergents. Nous restons positifs à l'égard du Crédit. Nous conservons donc en portefeuille une part significative d'obligations d'entreprises de qualité « Investment Grade », représentant les actifs des meilleures notations, avec une exposition majoritaire à l'Europe. Nous détenons également une part limitée de crédit Haut rendement européen. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous conservons des positions majoritairement américaines. Nous maintenons également dans une moindre mesure une exposition aux pays périphériques de la zone Euro tels que l'Italie et l'Espagne, ainsi qu'à la zone Euro « Core ». Nous avons allégé notre exposition aux obligations américaines indexées à l'inflation. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts reste toutefois stable à 3. Nous pensons que les marchés intègrent un scénario optimiste à l'égard du développement de vaccins contre le Covid-19 et au vu des mesures de soutien exceptionnelles déployées par les gouvernements et banquiers centraux. L'évolution de la situation sanitaire reste toutefois, à nos yeux, incertaine ; et la courbe de reprise de l'activité économique pourrait s'en trouver affectée. Les risques géopolitiques sont également toujours présents (Tensions sino-américaines, élections US, Brexit). Nous maintenons donc pour cet été une approche prudente et restons attentifs aux publications des résultats d'entreprises et de leurs indications prospectives, qui devraient offrir une meilleure visibilité concernant les perspectives bénéficiaires et mener par conséquent les marchés à des niveaux de valorisations plus réalistes.

## Août 2020

L'activité économique poursuit son redressement en Août après l'effondrement du 2ème trimestre. La reprise s'effectue toutefois à des rythmes hétérogènes. Le ralentissement de la propagation du virus aux États a contribué à l'amélioration du climat des affaires et a permis à de nombreuses entreprises de reprendre leurs activités. La reprise reste toutefois plus soutenue dans la sphère manufacturière que dans les services. La nouvelle progression des cas de COVID-19 en Europe à quant à elle pesé sur les indices de confiances de la zone, qui anticipent un tassement du rythme de reprise ; avec toutefois un contraste entre le secteur manufacturier qui continue de bénéficier du rebond et le secteur des services qui s'avère être le plus touché par le maintien des mesures restrictives. Le marché du travail reste par ailleurs sous pression avec notamment des demandes initiales d'allocations chômeurs dépassant le million aux Etats-Unis. L'inflation a diminué en Zone en Euro d'après la 1ère estimation d'Août et s'est établie à 1,0 % en juillet aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la mobilisation des gouvernements et banquiers centraux se poursuit. La Réserve Fédérale américaine a ainsi communiqué sur une nouvelle stratégie de ciblage de l'« inflation moyenne » qui permettrait au taux d'inflation de dépasser temporairement 2%, confirmant ainsi une orientation très accommodante. Les gouvernements des pays de la zone Euro ont pour leur part annoncé de nouveaux plans de relance qui accompagneront l'intervention des fonds européens. Les investisseurs continuent de voir le verre à moitié plein, ce qui bénéficie aux actifs risqués. Les marchés actions ont ainsi enregistré un quatrième mois consécutif de hausse. L'indice mondial MSCI World AC a établi un nouveau plus haut historique, tiré principalement par le marché américain (+ 7,4%). Contrairement au mois de juillet, la zone euro (+4,5%) et le Japon (+7%) ont aussi bien profité de la hausse. Le mouvement marquant sur le marché obligataire, ces dernières semaines, a été la pentification de la courbe des taux aux Etats-Unis. L'écart entre les rendements à cinq ans et à 30 ans s'est creusé du fait de la hausse des taux longs. Les investisseurs prévoient en effet

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

une inflation plus élevée à plus long terme. Du côté des obligations d'entreprises, les performances positives ont été au rendez-vous également. L'exposition du portefeuille Amundi Prudent aux actions est restée stable à 15,7% au total à fin août. Sur le plan géographique, notre préférence se porte sur les actifs américains suivis de la Zone Euro. Nous maintenons également une diversification géographique à travers des actifs émergents et japonais. Nous restons par ailleurs positifs concernant les obligations d'entreprises, avec une préférence pour les actifs de qualité. Les emprunts d'états américains restent majoritaires parmi les obligations souveraines détenues en portefeuille. Nous maintenons dans une moindre mesure une exposition aux pays de la zone Euro « Core ». Nous conservons aussi nos positions en obligations indexées à l'inflation, à des fins de diversification et dans une optique de long terme. La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts est de 3,14. Le portefeuille reste majoritairement investi en Euro à plus de 90%. Nous restons donc investis de façon diversifiée mais avec prudence et sélectivité. La dichotomie entre réalité économique et évolution des marchés financiers semble persister. La saison des résultats d'entreprises est certes ressortie au global meilleure qu'attendue, mais la situation sanitaire n'est toujours pas stabilisée et la reprise semble plus modérée, avec des divergences notables entre pays. Les valorisations des actifs risqués nous semblent dans ce contexte toujours élevées. Nous resterons ainsi à court terme prudents et sélectifs en ce qui les concerne. Sur le plan politique, les incertitudes demeurent également, et les soutiens fiscaux et monétaires resteront des facteurs majeurs à suivre dans les semaines à venir.

## Septembre 2020

La reprise économique semble se poursuivre à un rythme moins soutenu en septembre. La poursuite de l'augmentation des cas de contaminations par le Covid-19 se répercute sur le climat des affaires. Les indices de confiances des directeurs d'achats, appelés PMI, indiquent ainsi une stagnation de la reprise économique, aux Etats-Unis et en Zone Euro. Malgré un secteur manufacturier en progression, le PMI des services est en recul, et s'établit aux Etats-Unis à 54,6 en septembre après 55 en août, quand en Zone Euro il s'affiche à 47,6, après 50,5 en Août. Cela contraste avec une reprise qui se renforce en Chine, sur les deux secteurs. L'inflation par ailleurs s'affaiblit. Les chiffres publiés pour la zone Euro font état d'une nouvelle baisse du taux d'inflation annuel, qui s'établit à -0,3% à fin septembre dans sa première estimation, après -0,2% en Août. Dans ce contexte, le soutien des Banques Centrales reste capital. Comme en témoigne la participation, au-delà des attentes, de 388 banques à la dernière opération de la BCE de prêts à long termes à des taux préférentiels, qui a totalisé un montant de 174 milliards d'euro. Sur le plan politique, les incertitudes persistent sur plusieurs fronts : avec la poursuite des négociations des accords post-Brexit, les tensions sino-américaines, et toujours aux Etats-Unis, les élections à venir et les pourparlers concernant un nouveau plan de stimulus budgétaire. Après plusieurs mois de hausse, les marchés actions consolident en septembre. L'indice actions américain S&P500 a ainsi perdu -4% sur le mois, l'indice de la zone euro Eurostoxx 50 a baissé de -3,6% et les marchés émergents ont suivi la tendance enregistrant -3,3% (MSCI Emergents) sur la même période. Ce retour de l'aversion au risque a profité aux obligations souveraines, qui ont vu leurs rendements baisser à -0,53% pour les obligations d'états allemandes à 10 ans et à 0,70% pour les obligations d'états américaines à 10 ans (rappelons que lorsque les rendements baissent, les prix des obligations montent). Nous avons sur le mois maintenu stable notre exposition aux actions, avec une préférence pour les Etats-Unis. L'exposition totale Actions s'établit à 16,02% à fin Septembre. Nous restons positifs concernant les obligations d'entreprises et conservons en portefeuille une part significative des actifs des meilleures notations, dits « Investment Grade » avec une préférence pour l'Europe. Nous maintenons stables nos positions souveraines italiennes et espagnoles, et dans une moindre mesure, celles de la zone Euro « Core ». La sensibilité totale du portefeuille aux taux d'intérêts est de 3,2. En perspectives, nous restons très attentifs aux évolutions de court termes sur les marchés financiers. Ces derniers pourraient connaître un retour de volatilité au vu des échéances politiques qui se rapprochent (élections américaines, accords post-Brexit) et dont les issues restent à ce jour incertaines. A cela s'ajoutent les signaux d'essoufflement de la reprise économique dans plusieurs régions du monde, ce qui pourrait ébranler l'optimisme des investisseurs. Nous restons pour autant constructifs sur le moyen terme. Nous conservons dans cet optique une exposition stable aux actifs risqués, tout en renforçant en parallèle celle aux actifs refuges, afin de protéger le portefeuille contre un risque de retournement des marchés à court terme. La diversification et la qualité de sélection de nos investissements restent les éléments centraux de notre gestion.

## Octobre 2020

La nouvelle vague de Covid-19 pèse sur le moral des investisseurs. Le PIB du 3ème trimestre en zone Euro a pourtant fait état d'un rebond de 12,7% après une chute de 11,8% au T2. Sur un an, la baisse n'est plus que de 4,3%. De l'autre côté de l'Atlantique, une forte croissance du PIB de +33,1% au T3 après -31,4% au T2 en variation trimestrielle annualisée. Le PIB américain n'est plus qu'à 3,5% en dessous du niveau du T4 2019. Malgré ces quelques bonnes surprises, le moral des investisseurs reste en berne. Et pour cause, les cas de

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

contaminations au Covid-19 s'envolent. L'Europe est replongée dans le confinement et les épidémiologistes s'inquiètent de la nouvelle vague qui touche les Etats-Unis. Difficile d'envisager les semaines à venir positivement, comme le souligne le repli global des indices de confiances des directeurs d'achats, aussi appelés PMI, qui sont en baisse, surtout sur le secteur des services. Seule la Chine fait exception, grâce à une meilleure maîtrise de sa situation sanitaire. Cela se reflète sur la reprise économique du pays, qui connaît un redressement fort au niveau du secteur manufacturier mais aussi au niveau des services, comme en témoigne le PMI Caixin des services qui atteint 56,8 en Octobre, un 2ème plus haut depuis 2010. L'inflation annuelle est à ce stade restée stable par rapport à septembre, à 1,37% aux Etats-unis et à -0,3% en Zone Euro en base annuelle. Les récentes annonces des principaux banquiers centraux confirment le maintien des politiques accommodantes au vu du contexte. La BCE s'est notamment engagée à mettre en œuvre une série de nouvelles mesures de relance en fin d'année. Sur le plan géopolitique, les tensions sont nombreuses, mais les élections américaines ont particulièrement capté l'attention ces derniers jours, et l'incertitude quant au nom du prochain président continue de tenir les investisseurs en haleine. Les marchés actions des pays développés se replient Malgré le message rassurant de Christine Lagarde, la volatilité est de retour sur les marchés actions européens. L'indice MSCI Europe a perdu -5,3%, en France le CAC40 a chuté de -4,5% et le Dax 30 en Allemagne a enregistré -8,8% sur le mois. Les marchés américains ne sont pas en reste, l'indice S&P500 finissant le mois à -2,7%. Seuls les marchés émergents semblent tirer leur épingle du jeu grâce à la Chine notamment, l'indice MSCI Emerging réalisant une performance positive de +2,1%. Les obligations d'entreprises de qualité spéculative ont été affectées par ce mouvement de baisse des deux côtés de l'Atlantique. Le Crédit de qualité montre quant à lui plus de résilience, grâce au soutien continu des banques centrales. La détérioration de la situation sanitaire en zone Euro a incité les investisseurs à se tourner de nouveau vers les obligations souveraines pour plus de sécurité, ce qui a porté leurs performances à la hausse. A l'inverse, le taux des emprunts d'états américains à 10 ans est en légère hausse à 0,86% (rappelons que quand le taux d'une obligation est en hausse, son cours baisse). Nous avons conservé une approche globalement prudente sur le mois, en maintenant une exposition stable aux actifs risqués. La part totale des actions en portefeuille reste à 15,63% à fin octobre, avec une dominante géographique en actifs américains et européens. Nous conservons par ailleurs une part significative d'obligations d'entreprises des meilleures notations. Notre préférence géographique en ce qui concerne le Crédit se porte cette fois-ci sur l'Europe, dont les entreprises présentent un plus faible niveau d'endettement. L'horizon de sortie définitive de cette crise sanitaire reste flou, ce qui incite à la prudence sur le court terme. Au vu des nouvelles mesures restrictives mises en place afin de tenter de contrôler le virus, nous nous attendons à une détérioration des indicateurs économiques dans les semaines à venir, ce qui est susceptible de s'accompagner d'épisodes de retour de volatilité sur les marchés. Nous conservons donc une approche défensive à court terme. La levée progressive des incertitudes sur le plan politique et les nouvelles concernant un vaccin pourraient toutefois donner plus de visibilité aux investisseurs et favoriser un retour vers les actifs risqués à moyen terme. Nous restons donc attentifs à ces signaux et à l'affût des opportunités d'investissement qui pourraient se présenter.

## Novembre 2020

Des actifs risqués de nouveau dans le vert malgré une situation économique très contrastée. Le pic de contamination au Covid-19 semble avoir été dépassé en Europe. Toutefois, les mesures de confinements mises en place pour y parvenir ont lourdement pesé sur l'activité économique, et en particulier sur le secteur des services. Les ventes au détail ont notamment diminué de 2% sur le mois. A contrario, malgré une situation sanitaire qui continue d'inquiéter en Amérique du Nord, le redressement semble se poursuivre aux Etats-Unis. On note une légère progression des ventes au détail de 0,3% et une hausse de 1,1% de la production industrielle sur le mois. Les indices de confiances restent également optimistes à l'égard des perspectives économiques, sans doute portés par les annonces positives concernant les vaccins ainsi qu'un dénouement des élections perçu très favorablement. L'inflation est toutefois restée très modérée à -0,3% en zone Euro et à 1,2% aux Etats-Unis. La Chine, de son côté, poursuit sa trajectoire de reprise ; les indicateurs mensuels soulignant notamment une amélioration dans le secteur des services. Elle signe également un accord régional de libre échange (RCEP) avec les pays de l'ASEAN et d'autres partenaires commerciaux (Corée du Sud, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande). Dans ce contexte très hétérogène, les mesures de soutiens monétaires et budgétaires restent cruciales. Aux Etats Unis, les discussions ont repris au Congrès concernant une nouvelle enveloppe de relance s'approchant des 1000Mrd \$. L'Union européenne, quant à elle, tente de faire avancer les négociations sur le Brexit ainsi que les modalités de mise en place du plan de relance européen. Un mois record sur les marchés actions Ce mois-ci, ce sont les bonnes nouvelles qui l'emportent. Le retour de l'optimisme chez les investisseurs a permis à l'indice actions MSCI monde de réaliser sa plus forte progression mensuelle depuis plus de 45 ans avec à une performance de +11,3% sur le mois de Novembre. La zone Euro a surperformé, enregistrant une hausse de +17,5% (indice MSCI Euro), les Etats-Unis ont réalisé une progression de 12,1% (indice Dow Jones), et les pays émergents +9,3% (MSCI EM). Les marchés du Crédit

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

ont suivi. Les obligations d'entreprises à Haut rendement ont notamment largement surperformé. Les obligations souveraines ne sont pas en reste, le taux italien à 10 ans a battu des records de baisse et son homologue portugais est passé en territoire négatif pour la première fois (rappelons que quand le taux d'une obligation baisse, son cours augmente). Les taux des emprunts d'états américains et allemands sont quant à eux restés contenus, à respectivement 0,83 et -0,57 à fin novembre. Nous adoptons une approche plus constructive et renforçons ainsi l'exposition aux actions. Nous nous sommes repositionné principalement sur les actions américaines et celles des pays émergents. Sur le plan sectoriel, notre préférence s'est portée sur les valeurs cycliques, qui ont soufferts pendant cette crise et qui présentent donc à nos yeux un potentiel de rebond. L'exposition totale Actions s'établit à près de 17% à fin Novembre. Par ailleurs, nous maintenons stable notre exposition aux obligations souveraines américaines et celles de la zone Euro « Core » ainsi que les périphériques tels que l'Italie et l'Espagne. En perspectives, nous restons attentifs aux évolutions de court terme et n'excluons pas une possible matérialisation de risques baissiers, essentiellement liées aux évolutions des courbes de contaminations ou en cas de difficultés ou retards potentiels de mises en œuvres des campagnes de vaccinations. Nous restons donc fidèles à nos principes de diversification et conservons en portefeuille des actifs de protections. Nous sommes toutefois confiants dans les perspectives économiques à moyen terme. Et bien que les investisseurs se soient largement repositionnés sur les actifs risqués, qui ont performé depuis plusieurs mois, de nombreux segments n'ont toujours pas retrouvé leurs niveaux d'avant crise. Nous restons donc constructifs, à la recherche des actifs toujours susceptibles de bénéficier de la dynamique de rattrapage, et notamment dans les secteurs cycliques et les valeurs décotées.

## Décembre 2020

Les marchés financiers finissent l'année sur une note positive. Au cours du mois de décembre, la conjoncture économique a continué de varier à court terme, aux Etats-Unis et en Europe, en fonction de l'intensité des mesures de restriction visant à freiner l'épidémie de Covid 19. La forte augmentation des cas de COVID-19 aux États-Unis a conduit à un renforcement des mesures de distanciation sociale dans certains États clés, entraînant un ralentissement économique. Les enquêtes d'activité et les chiffres de consommation et de production ont confirmé cette tendance, les industriels et les prestataires de services signalant une décélération du climat des affaires. Les ventes au détail ont progressé de 4,1 % en glissement annuel en novembre, tandis que la production industrielle a connu une croissance modérée par rapport aux prévisions (0,4 % sur le mois, -5,5 % sur un an). Le taux de chômage s'est établi à 6,7 % en novembre, les entreprises faisant état d'une hausse de leurs effectifs, bien que le marché du travail reste affaibli par rapport à la situation d'avant-crise. En Zone Euro, les enquêtes d'activité ont signalé une légère amélioration en décembre, certaines activités fermées en novembre ayant pu rouvrir. Cependant, les mesures de confinement ont continué de peser lourdement, même si elles ont été moins strictes qu'au printemps et que certaines entreprises ont pu s'adapter. Les ventes au détail ont progressé en octobre de 4,3 % en glissement annuel, ce chiffre étant toutefois antérieur à la dernière vague de restrictions. La production industrielle a, pour sa part, diminué de 3,8 % en glissement annuel en octobre, demeurant bien en-deçà de ses niveaux d'avant-crise. Le marché du travail est resté très affaibli malgré l'extension des dispositifs de protection de l'emploi qui ont empêché une envolée du taux de chômage (tout de même à 8,4 % en octobre contre 7,4 % en janvier). L'inflation est restée contenue et s'est établie à 1,2 % aux Etats-Unis et à -0,3% en Zone Euro sur 12 mois en novembre, inchangée par rapport à octobre. A contrario, en Chine, la reprise est restée vigoureuse. Les bonnes données de novembre (production industrielle et exportations, notamment) ainsi que la flambée de la demande d'électricité signalée dans le sud en décembre indiquent que la reprise est bien ancrée et suggèrent que la croissance du PIB au T4 devrait être supérieure à 5,5% en glissement annuel. La reprise est généralisée, désormais davantage tirée par la demande privée et le secteur des services. Sur le plan politique, l'année se termine positivement, grâce à l'accord sur le Brexit d'un côté et la validation d'un nouveau plan de soutien budgétaire de 900 Mrds ? aux Etats-Unis de l'autre. Les actifs risqués conservent dans ce contexte un cap haussier. Après son envolée de +11,3% en novembre, l'indice MSCI World AC a enregistré en décembre une hausse de +3,7% supplémentaires. Le rallye pro-cyclique s'est poursuivi au détriment des secteurs défensifs, comme la Santé ou les Télécoms sur lesquels on a observé des prises de bénéfices. Au plan géographique, l'ensemble des marchés a progressé avec +1,9% en zone euro, +2,8% au Royaume-Uni, +3,0% au Japon et +4,0% aux Etats-Unis. La surperformance des Etats-Unis ce mois-ci est toutefois à relativiser compte tenu de la nette érosion du dollar. En retour, cette baisse du billet vert a particulièrement bénéficié aux marchés émergents (+5,9%) ; à noter toutefois la moindre performance de la Chine (+2,6%) affectée par les déboires d'Alibaba (-11,6%). Dans ce sillage, les obligations d'entreprises ont performé, alors que le taux des obligations souveraines américaines a fini l'année en légère hausse à 0,92% (rappelons que quand les taux montent, le cours des obligations baisse). Au sein du portefeuille Amundi Prudent, nous conservons une vue positive sur les actifs risqués. Nous avons ainsi rehaussé notre exposition aux actions au travers d'une réallocation du risque de la zone Euro vers les pays émergents et les Etats-Unis. Nous avons



# OPCVM AMUNDI PRUDENT

par ailleurs maintenu stable notre exposition aux obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade ». En ce qui concerne les obligations souveraines, nous avons légèrement réduit notre exposition aux actifs américains et maintenu stables les positions de la zone Euro « Core » ainsi que celles des pays périphériques tels que l'Italie et l'Espagne. La sensibilité totale du portefeuille aux taux d'intérêts est ainsi en légère baisse à fin décembre. En effet, après une année 2020 exceptionnelle, l'année 2021 s'annonce sous des auspices plus favorables. Les campagnes de vaccinations en cours et les stimulus fiscaux très forts nous confortent dans notre scénario central de reprise économique. Et bien que nous nous attendons à une trajectoire de redressement lente et hétérogène, nous conservons une vue constructive sur les actifs risqués. Nous sommes notamment positifs sur les actions, et en particulier sur les secteurs en retard. Avec un sénat démocrate aux Etats-Unis, le président Joe Biden a désormais une majorité lui permettant de mettre en œuvre une politique de stimulus budgétaires plus ambitieuse. De plus, les ménages ayant renforcé leurs niveaux d'épargne durant cette crise, ils devraient avoir un pouvoir d'achat plus conséquent à la réouverture des services. Ceci plaide en faveur des valeurs plus cycliques et décotées, que nous détenons en surpondération dans notre portefeuille : il s'agit des actions bancaires, industrielles et biens d'équipements notamment. Nous conservons par ailleurs stables les positions technologiques détenues. Ces actifs ayant déjà bénéficié d'un mouvement de hausse très important en 2020 ont été un contributeur positif aux performances du fonds, et bien qu'ils soient devenus chers, ils présentent toujours des perspectives de croissances bénéficiaires positives et devraient continuer de profiter de l'évolution des pratiques liées au télétravail et au développement du commerce en ligne entre autres. Nous restons toutefois très attentifs aux évolutions à venir. Sur la partie obligataire, nous avons procédé à un allègement de l'exposition au Crédit afin d'équilibrer le niveau de risque global du portefeuille. Nous pensons en effet que cette classe d'actif a largement bénéficié des programmes d'achats massifs des banques centrales en 2020. Le potentiel de performance à venir nous paraît donc moindre. Nous y restons toutefois exposés à des fins de portage, avec une préférence pour les émetteurs des meilleures notations. En ce qui concerne les obligations souveraines, nous conservons notre exposition aux pays « core » de la zone Euro et aux Etats-Unis à des fins de diversifications et pour la liquidité, et nous restons confiants en ce qui concerne notre exposition aux emprunts d'états Italiens et Espagnols. Nous conservons également des positions en obligations d'états indexées à l'inflation, en anticipation à un potentiel phénomène de reflation à moyen terme, au vu des politiques monétaires très accommodantes mise en place par les banques centrales, qui désormais pourraient s'avérer plus tolérantes vis-à-vis d'une remontée de l'inflation au-delà de la cible pour un certain temps.

Sur la période sous revue, la performance de chacune des parts du portefeuille AMUNDI PRUDENT et de son benchmark s'établissent à :

- Part AMUNDI PRUDENT (C) en devise EUR : 2,00% / -0,47% avec une Tracking Error de 6,91%
- Part AMUNDI PRUDENT - O (C) en devise EUR : 2,89% / -0,47% avec une Tracking Error de 5,75%

*Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.*

## **INFORMATION SUR LES INCIDENCES LIÉES À LA CRISE COVID-19**

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

## **Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice**

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI SERENITE PEA PEA I-C	146 890 366,69	120 480 697,68
AMUNDI 3 M I	32 193 873,75	36 278 303,52
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	12 077 344,62	14 378 044,00
SCHNEIDER ELECTRIC SA	5 617 390,72	7 263 980,67
AIRBUS SE	6 702 711,30	5 170 465,20

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

VINCI (EX SGE)	4 870 021,39	5 892 612,83
DANONE	4 908 378,97	5 029 204,30
KERING	4 381 142,29	5 001 706,94
SAFRAN SA	4 269 705,76	4 248 210,03
MONETAIRE BIO	4 034 859,86	3 996 957,42

## Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

### a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

• **Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 28 922 032,20**

- o Prêts de titres : 28 922 032,20
- o Emprunt de titres :
- o Prises en pensions :
- o Mises en pensions :

• **Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 916 503 974,546**

- o Change à terme : 6 553 702,68
- o Future : 797 036 376,61
- o Options :
- o Swap : 112 913 895,256

### b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
BNP ARBITRAGE PARIS BNP PARIBAS SECURITIES BOFA SECURITIES EUROPE SA CREDIT AGRICOLE CIB JP MORGAN SECURITIES PLC SOCIETE GENERALE PAR	CITIGROUP GLOBAL MARKETS LIMITED CREDIT AGRICOLE CIB HSBC FRANCE EX CCF

(\*) Sauf les dérivés listés.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
<b>Techniques de gestion efficace</b>	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	1 562 058,78
. Espèces (*)	18 319 550,73
<b>Total</b>	<b>19 881 609,51</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces	
<b>Total</b>	

(\*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

## d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	98 802,53
. Autres revenus	
<b>Total des revenus</b>	<b>98 802,53</b>
. Frais opérationnels directs (**)	29 782,24
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
<b>Total des frais</b>	<b>29 782,24</b>

(\*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

(\*\*) dont 29 625,04 euros rétrocédés à Amundi Inter médiation et/ou le Gestionnaire financier.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

### a) Titres et matières premières prêtés

Montant	28 922 032,20				
% de l'Actif Net*	4,67%				

\*% hors trésorerie et équivalent de trésorerie

### b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant	28 922 032,20				
% de l'Actif Net	4,73%				

### c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

AMUNDI ETF PEA JAPAN TOPIX UCITS ETF FRANCE	1 562 058,78				
---	--------------	--	--	--	--

### d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

SOCIETE GENERALE PAR FRANCE	12 655 512,00				
BOFA SECURITIES EUROPE SA FRANCE	6 796 278,80				
BNP PARIBAS SECURITIES FRANCE	4 702 735,80				
CREDIT AGRICOLE CIB FRANCE	3 136 000,00				
BNP ARBITRAGE PARIS FRANCE	1 393 459,20				
JP MORGAN SECURITIES PLC ROYAUME-UNI	238 046,40				

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

## e) Type et qualité des garanties (collatéral)

Type					
- Actions					
- Obligations					
- OPC	1 562 058,78				
- TCN					
- Cash	18 319 550,73				
<b>Rating</b>					
<b>Monnaie de la garantie</b>					
Euro	19 881 609,51				

## f) Règlement et compensation des contrats

Triparties				X	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	X			X	

## g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes	1 562 058,78				

## h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes	28 922 032,20				

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

## i) Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)				
Montant utilisé (%)				
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros				

## j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

CACEIS Bank				
Titres	1 562 058,78			
Cash	18 319 550,73			

## k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Titres				
Cash				

## l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

<b>Revenus</b>				
- OPC	98 802,53			
- Gestionnaire				
- Tiers				
<b>Coûts</b>				
- OPC	29 782,24			
- Gestionnaire				
- Tiers				

## e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Amundi Asset Management veille à n'accepter que des titres d'une haute qualité de crédit et veille à rehausser la valeur de ses garanties en appliquant des décotes de valorisation sur les titres reçus. Ce dispositif est régulièrement revu et remis à jour.

## i) Données sur la réutilisation des garanties

« La réglementation applicable aux OPCVM interdit la réutilisation par ce dernier des garanties reçues en titres. Les garanties reçues en espèces sont réinvesties dans les 5 supports suivants :

- o OPCVM monétaires court terme (tels que définis par l'ESMA dans ses orientations sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM) ;
- o Dépôt ;
- o Titres d'Etats Long Terme de haute qualité ;
- o Titres d'Etats Court Terme de haute qualité ;
- o Prises en pension.»

Le montant maximal de réutilisation est de 0% pour les titres et 100% du montant reçu pour les espèces.

Le montant utilisé est de 0% pour les titres et 100% pour les espèces reçus.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## **k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC**

Amundi Asset Management veille à travailler avec un nombre réduit de dépositaires, sélectionnés pour s'assurer de la bonne conservation des titres reçus et du cash.

## **l) Données sur les revenus et les coûts ventilés**

Opérations de prêts de titres et de mise en pension :

Dans le cadre des opérations de prêts de titres et de mise en pension, Amundi Asset Management a confié à Amundi Intermédiation, pour le compte de l'OPCVM, les réalisations suivantes : la sélection des contreparties, la demande de mise en place des contrats de marché, le contrôle du risque de contrepartie, le suivi qualitatif et quantitatif de la collatéralisation (contrôles de dispersion, des notations, des liquidités), des pensions et prêts de titres. Les revenus résultant de ces opérations sont restitués à l'OPCVM. Ces opérations engendrent des coûts qui sont supportés par l'OPCVM. La facturation par Amundi Intermédiation ne peut excéder 50% des revenus générés par ces opérations.



## Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Le 06 août 2020 Modification Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT 63, rue de Villiers - 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex Représenté par M. Philippe CHEVALIER.

Le 06 août 2020 Modification Date de mise à jour du prospectus : 6 août 2020.

### **Récupération fiscale**

Dans plusieurs pays de l'Union Européenne, les dividendes payés par les sociétés ne sont pas imposés de façon similaire si les dividendes sont versés à des entités domestiques ou étrangères. Ainsi lorsque les dividendes sont versés à une entité étrangère, ces dernières subissent parfois une retenue à la source entraînant une divergence de traitement fiscal portant atteinte à la libre circulation des capitaux, et donc contraire au droit de l'Union Européenne.

Plusieurs décisions de la Cour de justice de l'Union européenne et du Conseil d'Etat ayant été prises en faveur des résidents étrangers, la société de gestion prévoit de procéder à des demandes de remboursement de la retenue à la source payée sur les dividendes perçus de sociétés étrangères pour les fonds domiciliés en France lorsque les perspectives de remboursement des retenues à la source peuvent être estimées comme favorables aux fonds concernés. S'agissant de procédures de réclamations auprès des autorités fiscales concernées, le résultat final de ces procédures est aléatoire.

Le remboursement susceptible d'être obtenu in fine est incertain tant dans son montant en principal et le cas échéant en intérêts qu'en terme de délai.

## Informations spécifiques

### Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

### Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

### Calcul du risque global

- Méthode choisie de calcul du ratio du risque global :
  - Méthode VaR absolue
  - Le pas de calcul est quotidien, les résultats sont présentés annualisés (racine du temps).
  - L'intervalle de calcul proposé est 95% et le 99%.
  - La profondeur d'historique est de 1 an , 263 scénarios et va du 31/12/2019 au 31/12/2020.
- VAR 95 :
  - Maximum : 6,53%
  - Minimum : 2,73%
  - Moyenne : 5,06%
- VAR 99 :
  - Maximum : 24,28%
  - Minimum : 4,46%
  - Moyenne : 15,97%
- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée  
Niveau de levier indicatif : 171,69%.

## Informations réglementaires

### Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

#### Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

#### Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

#### Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de veto.

### Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

### Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoutée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

### Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : [www.amundi.com](http://www.amundi.com).

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

- Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de près de 6 000 entreprises dans le monde, selon une échelle qui va de A (pour les émetteurs aux meilleures pratiques ESG) à G (pour les moins bonnes). Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.
- Amundi applique une politique d'exclusion ciblée qui se fonde sur des textes à portée universelle comme le Pacte Mondial de l'ONU, les conventions relatives aux droits de l'homme, à l'organisation internationale du travail et à l'environnement. Amundi exclut ainsi de toutes ses gestions actives\* les entreprises aux comportements non conformes à ses convictions ESG ou aux conventions internationales et à leur traduction en droits nationaux :
  - mines antipersonnel,
  - bombes à sous-munitions,
  - armes chimiques,
  - armes biologiques,
  - armes à uranium appauvri.Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi.

- Amundi a également décidé d'exclure ou sous-pondérer dans sa gestion\* certaines activités dont les très fortes externalités négatives les exposent à des pressions croissantes de la société et des contraintes réglementaires ou fiscales croissantes. A fin 2018, deux secteurs sont concernés :
  - charbon : exclusion des entreprises réalisant plus de 25% de leur chiffre d'affaires dans l'extraction du charbon, ou produisant plus de 100 millions de tonnes de charbon par an,
  - tabac : les entreprises qui réalisent plus de 10% de leur chiffre d'affaires dans le secteur du tabac ne peuvent avoir une note ESG supérieure à E (fournisseurs, fabricants et distributeurs).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par Amundi sont disponibles sur son site Internet : [www.amundi.com](http://www.amundi.com).

\* *Gestion active : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence*

## Eligibilité PEA

La société de gestion assure un suivi quotidien du niveau de détention de titres éligibles au régime fiscal PEA afin de s'assurer que le portefeuille est en permanence investi de manière à respecter le seuil minimal exigé par la réglementation.

## Politique de Rémunérations

### 1. Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 4 février 2020, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2019 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2020.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2020, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## **1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel**

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (soit 1 414 collaborateurs au 31 décembre 2020) s'est élevé à 173 960 362 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 110 450 102 euros, soit 63% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 63 510 260 euros, soit 37% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2020, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 26 966 833 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (soit 27 collaborateurs au 31 décembre 2020), 16 356 798 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (soit 39 collaborateurs au 31 décembre 2020).

## **1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt**

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

### 1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

#### *Critères financiers usuels :*

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

#### *Critères non-financiers usuels :*

- Respect des règles internes en matière de prévention et de gestion des risques (Risques/Conformité) ;
- Innovation / développement produit ;
- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 2. Fonctions commerciales

*Critères financiers usuels :*

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute; développement et fidélisation de la clientèle; gamme de produits ;

*Critères non-financiers usuels :*

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

## 3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment,

- La mise en place d'un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- La partie différée du bonus des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- L'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

## **Loi de transition énergétique pour la croissance verte (Article 173 de la loi n°2015-992)**

- Dans le cadre de l'Article 173 de la loi n°2015-992, Amundi a développé pour ses clients et ses propres fonds une méthodologie d'allocation d'actifs et de reporting pour appréhender le risque de transition énergétique des portefeuilles d'investissement. Ainsi, nous calculons l'empreinte carbone des portefeuilles et avons développé une notation TEE (transition énergétique et écologique) pour les émetteurs afin d'appréhender leur exposition aux risques de transition ainsi que leur gestion de ces risques. Nous complétons l'analyse du risque de transition énergétique par une recherche sur le risque d'alignement 2°C des entreprises que nous menons conjointement avec le groupe Crédit Agricole SA (CASA) dont le modèle reconnu - P9XCA - permet de distribuer les émissions carbone par secteurs et géographies. Les risques physiques relatifs au climat font également partie des recherches entreprises avec CASA afin d'élaborer un modèle dédié à la gestion d'actifs.
- Pour plus d'informations sur les modalités de prise en compte des enjeux environnementaux (en particulier les enjeux liés au changement climatique), sociaux et de gouvernance (enjeux ESG) dans sa politique d'investissement, Amundi met à la disposition des investisseurs un rapport « Application de l'article 173 », disponible sur [www.amundi.com](http://www.amundi.com) (Rubrique Documentation légale).

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

**Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2020**

**AMUNDI PRUDENT**  
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT  
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion  
AMUNDI ASSET MANAGEMENT  
90, boulevard Pasteur  
75015 PARIS

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement AMUNDI PRUDENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 02/01/2020 à la date d'émission de notre rapport.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.





AMUNDI PRUDENT

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

### **Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

*Document authentifié par signature électronique*  
Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit  
Philippe Chevalier



2021.03.01 14:14:55  
+0100

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## Comptes annuels

## BILAN ACTIF AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>IMMOBILISATIONS NETTES</b>		
<b>DÉPÔTS</b>		
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>572 448 376,63</b>	<b>578 091 002,86</b>
<b>Actions et valeurs assimilées</b>	<b>447 908 058,56</b>	<b>449 670 530,59</b>
Négoçiées sur un marché réglementé ou assimilé	447 908 058,56	449 670 530,59
Non négoçiées sur un marché réglementé ou assimilé		
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>		<b>6 962 877,18</b>
Négoçiées sur un marché réglementé ou assimilé		6 962 877,18
Non négoçiées sur un marché réglementé ou assimilé		
<b>Titres de créances</b>		
Négoçiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négoçiables		
Autres titres de créances		
Non négoçiés sur un marché réglementé ou assimilé		
<b>Organismes de placement collectif</b>	<b>84 988 896,85</b>	<b>61 119 651,79</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	84 988 896,85	61 119 651,79
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
<b>Opérations temporaires sur titres</b>	<b>28 954 241,75</b>	<b>51 377 230,66</b>
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés	28 954 241,75	51 377 230,66
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
<b>Instruments financiers à terme</b>	<b>10 597 179,47</b>	<b>8 960 712,64</b>
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	6 983 158,17	4 205 413,05
Autres opérations	3 614 021,30	4 755 299,59
<b>Autres instruments financiers</b>		
<b>CRÉANCES</b>	<b>66 626 235,05</b>	<b>41 629 558,06</b>
Opérations de change à terme de devises	6 553 702,68	7 132 215,50
Autres	60 072 532,37	34 497 342,56
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>47 728 006,69</b>	<b>18 120 024,91</b>
Liquidités	47 728 006,69	18 120 024,91
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>686 802 618,37</b>	<b>637 840 585,83</b>

## BILAN PASSIF AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	579 379 007,07	667 957 873,30
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	26 599 353,69	-76 190 702,68
Résultat de l'exercice (a,b)	5 501 485,55	8 055 853,77
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *</b>	<b>611 479 846,31</b>	<b>599 823 024,39</b>
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>4 125 755,80</b>	<b>16 268 457,16</b>
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres	1 562 071,84	11 706 979,87
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés	13,06	25,99
Autres opérations temporaires	1 562 058,78	11 706 953,88
Instruments financiers à terme	2 563 683,96	4 561 477,29
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	2 488 250,25	4 206 079,87
Autres opérations	75 433,71	355 397,42
<b>DETTES</b>	<b>29 224 634,21</b>	<b>21 749 104,28</b>
Opérations de change à terme de devises	6 525 944,64	7 087 782,31
Autres	22 698 689,57	14 661 321,97
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>41 972 382,05</b>	
Concours bancaires courants	41 972 382,05	
Emprunts		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>686 802 618,37</b>	<b>637 840 585,83</b>

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## HORS-BILAN AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
XEUR FGBS SCH 0320		8 057 160,00
XEUR FGBS SCH 0321	4 940 100,00	
FV CBOT UST 5 0320		1 373 561,87
TU CBOT UST 2 0320		22 845 879,73
XPAR FCE CAC 0120		488 465 400,00
CAC 40 FUT 0121	476 445 740,00	
SP E-MINI FIN 0321	2 590 566,38	
CME SP EMINI HE 0320		2 848 962,14
CME SP EMINI MA 0320		1 740 935,41
SP E-MIN INDU 0321	2 475 910,26	
XAE ENERGY SE 0321	1 602 304,77	
CME E-MINI UT S 0320		2 849 202,67
CME XAY CONS DI 0320		1 807 679,29
CME RE SELECT S 0320		2 800 868,60
RE SELECT SEC 0321	2 177 884,03	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
FV CBOT UST 5 0321	9 485 800,29	
LIF LIFFE LG GI 0320		9 768 029,74
LIFFE LG GILT 0321	5 602 703,61	
XEUR FBTP BTP 0320		13 248 780,00
XEUR FBTP BTP 0321	12 616 830,00	
EUR XEUR EUFF S 0320		29 344 700,00
XEUR EUFF SPA 0321	12 470 840,00	
EUR XEUR FOAT E 0320		12 207 750,00
XEUR FOAT EUR 0321	11 246 620,00	
XEUR FGBL BUN 0320		14 150 670,00
FGBL BUND 10A 0321	12 790 080,00	
TU CBOT UST 2 0321	11 919 785,16	
TY CBOT YST 1 0320		22 423 775,06
US 10YR NOTE (CBT)Ma	19 635 972,17	
US US TBOND 3 0320		5 555 679,29
US TBOND 30 0321	7 926 525,27	
CBO CBFT CBOT Y 0320		32 841 174,83
CBFT CBOT YST 0321	42 299 009,55	

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## HORS-BILAN AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
CBOT USUL 30A 0320		26 054 927,62
CBOT USUL 30A 0321	19 374 310,41	
SP 500 MINI 0320		29 936 249,44
SP 500 MINI 0321	31 711 070,25	
DAX 30 IND FU 0321	687 300,00	
CME SP E-MINI F 0320		2 448 530,07
SP E-MINI HEA 0321	468 350,29	
CME SP EMINI MA 0321	3 437 865,23	
CME E-M INDUS S 0320		2 337 354,12
CME XAE ENERGY 0320		2 497 149,22
CME SP EMINI CO 0320		2 374 449,89
XAPXAP CONSUM 0321	1 218 895,84	
SP EMIN UTILI 0321	2 222 132,32	
CME XAK TECHNO 0320		2 468 953,23
XAK TECHNOLOG 0321	2 464 386,42	
XAY CONSUMER 0321	3 187 838,67	
NYS NYL MSCI EM 0320		11 326 743,88
MME MSCI EMER 0321	12 581 414,74	
CME NIKEI 225 U 0320		7 940 222,72
NK NIKKEI 225 0321	8 551 591,68	
S&P TORONTO 6 0320		6 955 207,47
S&P TORONTO 6 0321	3 036 271,49	
XSTO OMXS STO 0121	635 522,71	
EUR SOFFEX SMI 0320		1 064 783,81
XEUR FSMI SWI 0321	885 728,82	
OSE TSE TOPIX I 0320		1 551 877,77
OSFT TOPIX IN 0321	1 571 298,58	
EUR XEUR FESX D 0320		14 580 390,00
EURO STOXX 50 0321	32 198 500,00	
SFE XSFE AP S&P 0320		1 757 381,72
SPI 200 FUT 0321	1 752 160,07	
LIF Z UKX - LON 0320		6 548 958,52
FTSE 100 FUT 0321	5 307 563,40	
CME EC EURUSD 0320		5 151 024,50
EC EURUSD 0321	5 129 398,06	
CME E7 USDEUR 0320		1 884 521,16
E7 USDEUR 0321	1 876 609,05	
CME RY EURJPY 0320		14 379 984,62
RY EURJPY 0321	22 511 497,09	
Engagement sur marché de gré à gré		
Credit Default Swaps		
ITRAXX EUROPE S32 V1	39 200 000,00	39 200 000,00



# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## HORS-BILAN AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
ITRAXX EUR XOVER S32		10 700 000,00
CDX NA IG SERIE 33 V	33 509 051,54	36 525 612,47
CDX EM S32 V2 MKT 5Y		10 690 423,16
CDX NA HY SERIE 33 V		11 465 478,84
CDX EM S32 V3 MKT 4Y	9 121 000,37	
CDX NA HY S33 V12 4Y	9 456 090,89	
ITRAXX XOVER S32 V4	10 272 107,00	
Swaps d'inflation		
SWAP INFL CA	7 355 645,46	8 017 817,37
SWAP CITI 31/10/26	4 000 000,00	4 000 000,00
Autres engagements		

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	28 427,51	91 827,64
Produits sur actions et valeurs assimilées	10 360 701,80	14 713 472,87
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	98 712,54	43 520,67
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
<b>TOTAL (1)</b>	<b>10 487 841,85</b>	<b>14 848 821,18</b>
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	6 096,13	3 359,08
Charges sur instruments financiers à terme	131 164,80	198 692,19
Charges sur dettes financières	806 951,94	253 579,13
Autres charges financières		
<b>TOTAL (2)</b>	<b>944 212,87</b>	<b>455 630,40</b>
<b>RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)</b>	<b>9 543 628,98</b>	<b>14 393 190,78</b>
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	4 094 257,80	6 470 731,49
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)</b>	<b>5 449 371,18</b>	<b>7 922 459,29</b>
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	52 114,37	133 394,48
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
<b>RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)</b>	<b>5 501 485,55</b>	<b>8 055 853,77</b>

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## Annexes aux comptes annuels

## 1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

### **Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19**

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

### **Règles d'évaluation des actifs**

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

#### **Dépôts :**

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

#### **Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :**

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

#### **Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :**

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

#### **Titres de créances négociables :**

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

## **OPC détenus :**

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

## **Opérations temporaires sur titres :**

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

## **Instruments financiers à terme :**

### **Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

### **Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

#### **Les Swaps :**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Les swaps d'inflation du portefeuille sont valorisés à partir des prix calculés par la contrepartie et validés par la société de gestion à partir de modèles financiers mathématiques.

Les CDS sont valorisés sur la base de modèles mathématiques à partir des courbes de spreads de crédit alimentés par KONDOR.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## **Engagements Hors Bilan :**

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

## **Frais de gestion**

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0012202430 - AMUNDI PRUDENT O C : Taux de frais maximum de 1% TTC

FR0010697466 - AMUNDI PRUDENT C : Taux de frais maximum de 1% TTC

Le fonds a pris en charge des frais exceptionnels à hauteur de 7 620, 60 euros liés au recouvrement de créances relatives à des retenues à la source payées sur les dividendes perçus de sociétés étrangères.

## **- Commission de surperformance part C :**

Pour la part O : Néant

Pour la part C :

Le calcul de la commission de surperformance s'applique au niveau de chaque part concernée et à chaque date d'établissement de la Valeur Liquidative. Celui-ci est basé sur la comparaison entre :

- L'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) et
- L'« actif de référence » qui représente l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) au 1er jour de la période d'observation, retraité des souscriptions/rachats à chaque valorisation, auquel est appliqué la performance de l'indice de référence (EONIA capitalisé) majoré de 2% par an.

Cette comparaison est effectuée sur une période d'observation d'une année dont la date anniversaire correspond au jour d'établissement de la dernière valeur liquidative du mois de décembre.

La période d'observation débutera le 2 janvier 2020 et se terminera le 31 décembre 2020.

Si, au cours de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est supérieur à celui de l'actif de référence défini ci-dessus, la commission de surperformance représentera 20 % de l'écart entre ces 2 actifs. Cette commission fera l'objet d'une provision lors du calcul de la valeur liquidative. En cas de rachat, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la société de gestion.

Si, au cours de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est inférieur à celui de l'actif de référence, la commission de surperformance sera nulle et fera l'objet d'une reprise de provision lors du calcul de la valeur liquidative. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Cette commission de surperformance ne sera définitivement perçue que si, le jour de la dernière valeur liquidative de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est supérieur à celui de l'actif de référence.

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## **Affectation des sommes distribuables**

### **Définition des sommes distribuables**

Les sommes distribuables sont constituées par :

### **Le résultat :**

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

### **Les Plus et Moins-values :**

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

### **Modalités d'affectation des sommes distribuables :**

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts AMUNDI PRUDENT C	Capitalisation	Capitalisation
Parts AMUNDI PRUDENT O C	Capitalisation	Capitalisation

## 2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
<b>ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE</b>	<b>599 823 024,39</b>	<b>558 233 768,23</b>
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	58 504 455,00	97 608 712,13
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-60 599 034,57	-88 112 275,99
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	22 628 396,61	16 894 129,76
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-20 509 434,48	-6 890 466,42
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	287 745 470,31	97 615 675,44
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-258 513 647,40	-179 643 097,87
Frais de transactions	-1 664 642,04	-1 316 218,87
Différences de change	-2 317 242,42	169 152,52
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-19 729 075,03	104 196 329,75
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	80 988 363,80	100 717 438,83
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-100 717 438,83	3 478 890,92
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	662 204,76	-6 855 143,58
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	5 808 925,38	5 146 720,62
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-5 146 720,62	-12 001 864,20
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	5 449 371,18	7 922 459,29
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
<b>ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>611 479 846,31</b>	<b>599 823 024,39</b>



## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

### 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
<b>ACTIF</b>		
<b>OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES</b>		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
<b>TITRES DE CRÉANCES</b>		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
<b>PASSIF</b>		
<b>OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
<b>HORS-BILAN</b>		
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Actions	485 292 405,44	79,36
Taux	4 940 100,00	0,81
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	<b>490 232 505,44</b>	<b>80,17</b>
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Actions	111 917 890,51	18,30
Change	29 517 504,20	4,83
Crédit	101 558 249,796	16,61
Taux	176 724 121,92	28,90
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	<b>419 717 766,426</b>	<b>68,64</b>

### 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							47 728 006,69	7,81
<b>PASSIF</b>								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							41 972 382,05	6,86
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture	4 940 100,00	0,81						
Autres opérations	165 368 476,46	27,04					11 355 645,46	1,86

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(\*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>ACTIF</b>										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées										
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	47 728 006,69	7,81								
<b>PASSIF</b>										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	41 972 382,05	6,86								
<b>HORS-BILAN</b>										
Opérations de couverture					4 940 100,00	0,81				
Autres opérations					19 275 430,62	3,15	9 485 800,29	1,55	147 962 891,01	24,20

(\*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

## 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 GBP		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres		38,82						
Créances	5 061 221,85	0,83	624 339,75	0,10	651 871,30	0,11	405 735,62	0,07
Comptes financiers	24 219 879,76	3,96	135 581,03	0,02	1 724 162,79	0,28	3 328 898,10	0,54
<b>PASSIF</b>								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes	6 525 964,05	1,07						
Comptes financiers	76,94							
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture	8 846 665,44	1,45						
Autres opérations	242 932 743,656	39,73	24 082 795,67	3,94	10 910 267,01	1,78	6 309 683,09	1,03

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/12/2020
<b>CRÉANCES</b>		
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	6 553 702,68
	Dépôts de garantie en espèces	58 904 875,12
	Coupons et dividendes en espèces	907 657,25
	Collatéraux	260 000,00
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>		<b>66 626 235,05</b>
<b>DETTES</b>		
	Vente à terme de devise	6 525 944,64
	Frais de gestion fixe	356 516,81
	Frais de gestion variable	450 659,98
	Collatéraux	21 599 550,73
	Autres dettes	291 962,05
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>29 224 634,21</b>
<b>TOTAL DETTES ET CRÉANCES</b>		<b>37 401 600,84</b>

## 3.6. CAPITAUX PROPRES

### 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
<b>Part AMUNDI PRUDENT C</b>		
Parts souscrites durant l'exercice	314 280,672	37 689 327,92
Parts rachetées durant l'exercice	-389 256,138	-46 385 126,53
Solde net des souscriptions/rachats	-74 975,466	-8 695 798,61
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	3 022 029,372	
<b>Part AMUNDI PRUDENT O C</b>		
Parts souscrites durant l'exercice	188 473,439	20 815 127,08
Parts rachetées durant l'exercice	-128 996,225	-14 213 908,04
Solde net des souscriptions/rachats	59 477,214	6 601 219,04
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	2 159 061,046	

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
<b>Part AMUNDI PRUDENT C</b> Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
<b>Part AMUNDI PRUDENT O C</b> Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 3.7. FRAIS DE GESTION

	31/12/2020
<b>Parts AMUNDI PRUDENT C</b>	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	3 282 091,45
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,90
Frais de gestion variables	450 660,01
Rétrocessions des frais de gestion	
<b>Parts AMUNDI PRUDENT O C</b>	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	353 885,74
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,15
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	

## 3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	31/12/2020
Garanties reçues par l'OPC - dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 3.9. AUTRES INFORMATIONS

### 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2020
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

### 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2020
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

### 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2020
Actions			4 468 787,04
	FR0000045072	CREDIT AGRICOLE	4 468 787,04
Obligations			
TCN			
OPC			84 988 896,85
	FR0007038138	AMUNDI 3 M I	90 073,14
	LU0568619042	AMUNDI ABS.FOR.IEC	4 259 617,63
	LU1681046931	AMUNDI CAC 40 UCITS ETF DR - EUR C	41 747,75
	FR0011210111	AMUNDI CASH INSTITUTIONS SRI S	1 331,63
	FR0013411980	AMUNDI ETF PEA JAPAN TOPIX UCITS ETF - EUR	1 562 058,78
	LU0119099496	AMUNDI FUNDS EURO CORPORATE BOND I EUR C	23 328 725,63
	LU0119109980	AMUNDI FUNDS EURO HIGH YIELD BOND I EUR C	4 479 151,64
	LU1162497314	AMUNDI FUNDS PIONEER US CORPORATE BOND I EUR H C	11 068 458,18
	FR0010173237	AMUNDI SERENITE PEA PEA I-C	32 215 862,08
	LU1989765984	CPR Invest - Global Gold Mines I EUR A	3 916 658,23
	FR0010077974	MONETAIRE BIO	4 025 212,16
Instruments financiers à terme			7 355 645,46
	IS130686931	SWAP INFL CA	7 355 645,46
<b>Total des titres du groupe</b>			<b>96 813 329,35</b>

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau		
Résultat	5 501 485,55	8 055 853,77
<b>Total</b>	<b>5 501 485,55</b>	<b>8 055 853,77</b>

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Parts AMUNDI PRUDENT C</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	2 062 676,13	2 728 487,63
<b>Total</b>	<b>2 062 676,13</b>	<b>2 728 487,63</b>

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Parts AMUNDI PRUDENT O C</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	3 438 809,42	5 327 366,14
<b>Total</b>	<b>3 438 809,42</b>	<b>5 327 366,14</b>

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

**Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes**

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	26 599 353,69	-76 190 702,68
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
<b>Total</b>	<b>26 599 353,69</b>	<b>-76 190 702,68</b>

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Parts AMUNDI PRUDENT C</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	16 124 057,15	-47 061 325,39
<b>Total</b>	<b>16 124 057,15</b>	<b>-47 061 325,39</b>

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Parts AMUNDI PRUDENT O C</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	10 475 296,54	-29 129 377,29
<b>Total</b>	<b>10 475 296,54</b>	<b>-29 129 377,29</b>



# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## 3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
<b>Actif net Global en EUR</b>	<b>362 475 094,04</b>	<b>542 004 198,87</b>	<b>558 233 768,23</b>	<b>599 823 024,39</b>	<b>611 479 846,31</b>
<b>Parts AMUNDI PRUDENT C EUR</b>					
Actif net	284 772 353,92	402 045 990,77	349 308 477,76	369 619 928,12	367 899 010,60
Nombre de titres	2 495 792,721	3 434 434,729	3 079 299,468	3 097 004,838	3 022 029,372
Valeur liquidative unitaire	114,10	117,06	113,43	119,34	121,73
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	-8,75	-9,81	5,90	-15,19	5,33
Capitalisation unitaire sur résultat	2,46	1,86	2,00	0,88	0,68
<b>Parts AMUNDI PRUDENT O C EUR</b>					
Actif net	77 702 740,12	139 958 208,10	208 925 290,47	230 203 096,27	243 580 835,71
Nombre de titres	764 829,159	1 332 744,688	2 037 623,313	2 099 583,832	2 159 061,046
Valeur liquidative unitaire	101,59	105,01	102,53	109,64	112,81
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	-7,80	-8,75	5,34	-13,87	4,85
Capitalisation unitaire sur résultat	2,93	2,44	2,58	2,53	1,59

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
<b>Actions et valeurs assimilées</b>				
<b>Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé</b>				
<b>FRANCE</b>				
AIRBUS SE	EUR	221 144	19 854 308,32	3,24
AIR LIQUIDE	EUR	31 895	4 281 903,75	0,70
AIR LIQUIDE PRIME DE FIDELITE	EUR	146 175	19 623 993,75	3,21
ALSTOM	EUR	94 757	4 416 623,77	0,72
ATOS SE	EUR	37 423	2 798 491,94	0,46
AXA	EUR	650 969	12 701 707,13	2,08
BNP PARIBAS	EUR	423 003	18 233 544,32	2,98
BOUYGUES	EUR	86 207	2 900 865,55	0,47
CAPGEMINI SE	EUR	60 458	7 666 074,40	1,26
CARREFOUR	EUR	231 819	3 252 420,57	0,54
CREDIT AGRICOLE	EUR	433 022	4 468 787,04	0,73
DANONE	EUR	219 385	11 794 137,60	1,93
DASSAULT SYSTEMES	EUR	49 688	8 255 661,20	1,35
ENGIE	EUR	12 076	151 191,52	0,02
ENGIE SA PF	EUR	486 014	6 084 895,28	1,00
ESSILORLUXOTTICA	EUR	115 186	14 691 974,30	2,40
HERMES INTERNATIONAL	EUR	11 910	10 476 036,00	1,72
KERING	EUR	28 493	16 936 239,20	2,77
L'OREAL	EUR	17 044	5 297 275,20	0,86
L'OREAL PRIME DE FIDELITE	EUR	77 602	24 118 701,60	3,95
LEGRAND SA	EUR	100 083	7 306 059,00	1,19
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	104 401	53 338 470,90	8,73
MICHELIN - CATEGORIE B	EUR	67 006	7 032 279,70	1,15
ORANGE	EUR	64	622,98	
PERNOD RICARD	EUR	53 862	8 445 561,60	1,38
PEUGEOT	EUR	205 235	4 591 106,95	0,76
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	81 834	3 335 553,84	0,55
RENAULT SA	EUR	78 256	2 798 434,56	0,45
SAFRAN SA	EUR	63 407	7 352 041,65	1,20
SAINT-GOBAIN	EUR	183 743	6 890 362,50	1,13
SANOFI	EUR	426 096	33 533 755,20	5,48
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	202 591	23 966 515,30	3,92
SOCIETE GENERALE SA	EUR	304 375	5 181 071,25	0,84
SR TELEPERFORMANCE	EUR	22 033	5 977 552,90	0,98
THALES	EUR	40 281	3 017 046,90	0,49
TOTAL SE	EUR	947 856	33 459 316,80	5,47
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	52 348	3 380 633,84	0,55
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	125 625	2 513 756,25	0,41
VINCI (EX SGE)	EUR	184 243	14 990 010,48	2,45

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
VIVENDI	EUR	320 370	8 451 360,60	1,38
WORLDLINE SA	EUR	86 941	6 877 033,10	1,13
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>440 443 378,74</b>	<b>72,03</b>
<b>LUXEMBOURG</b>				
ARCELORMITTAL	EUR	8 034	151 681,92	0,02
<b>TOTAL LUXEMBOURG</b>			<b>151 681,92</b>	<b>0,02</b>
<b>PAYS-BAS</b>				
STMICROELECTRONICS NV	EUR	239 378	7 312 997,90	1,20
<b>TOTAL PAYS-BAS</b>			<b>7 312 997,90</b>	<b>1,20</b>
<b>TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé</b>			<b>447 908 058,56</b>	<b>73,25</b>
<b>TOTAL Actions et valeurs assimilées</b>			<b>447 908 058,56</b>	<b>73,25</b>
<b>Organismes de placement collectif</b>				
<b>OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>				
<b>FRANCE</b>				
AMUNDI 3 M I	EUR	0,086	90 073,14	0,01
AMUNDI CASH INSTITUTIONS SRI S	EUR	1,335	1 331,63	
AMUNDI SERENITE PEA PEA I-C	EUR	2 917,147	32 215 862,08	5,27
MONETAIRE BIO	EUR	345,71	4 025 212,16	0,66
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>36 332 479,01</b>	<b>5,94</b>
<b>LUXEMBOURG</b>				
AMUNDI ABS.FOR.IEC	EUR	4 308,04	4 259 617,63	0,69
AMUNDI CAC 40 UCITS ETF DR - EUR C	EUR	500	41 747,75	0,01
AMUNDI FUNDS EURO CORPORATE BOND I EUR C	EUR	10 589,574	23 328 725,63	3,82
AMUNDI FUNDS EURO HIGH YIELD BOND I EUR C	EUR	1 575,912	4 479 151,64	0,73
AMUNDI FUNDS PIONEER US CORPORATE BOND I EUR H C	EUR	8 789,583	11 068 458,18	1,81
CPR Invest - Global Gold Mines I EUR A	EUR	46 013,3721	3 916 658,23	0,64
<b>TOTAL LUXEMBOURG</b>			<b>47 094 359,06</b>	<b>7,70</b>
<b>TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>			<b>83 426 838,07</b>	<b>13,64</b>
<b>TOTAL Organismes de placement collectif</b>			<b>83 426 838,07</b>	<b>13,64</b>
<b>Titres reçus en garantie</b>				
<b>OPC européens coordonnés et assimilables</b>				
AMUNDI ETF PEA JAPAN TOPIX UCITS ETF - EUR	EUR	69 136	1 562 058,78	0,26
<b>TOTAL OPC européens coordonnés et assimilables</b>			<b>1 562 058,78</b>	<b>0,26</b>
<b>TOTAL Titres reçus en garantie</b>			<b>1 562 058,78</b>	<b>0,26</b>
<b>Dettes représentatives des titres reçus en garantie</b>			-1 562 058,78	-0,26
<b>Créance représentative de titres prêtés</b>				
<b>FRANCE</b>				
AXA	EUR	76 400	1 490 716,80	0,25
DANONE	EUR	25 920	1 393 459,20	0,23
ENGIE	EUR	188 400	2 358 768,00	0,39
ORANGE	EUR	698 200	6 796 278,80	1,11
PERNOD RICARD	EUR	20 000	3 136 000,00	0,51

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	65	2 649,40	
SAFRAN SA	EUR	57 100	6 620 745,00	1,08
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	78 100	1 562 781,00	0,26
VIVENDI	EUR	14 000	369 320,00	0,06
WORLDLINE SA	EUR	3 500	276 850,00	0,04
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>24 007 568,20</b>	<b>3,93</b>
<b>LUXEMBOURG</b>				
ARCELORMITTAL	EUR	260 300	4 914 464,00	0,80
<b>TOTAL LUXEMBOURG</b>			<b>4 914 464,00</b>	<b>0,80</b>
<b>TOTAL Créance représentative de titres prêtés</b>			<b>28 922 032,20</b>	<b>4,73</b>
<b>Indemnités sur titres prêtés</b>			32 209,55	0,01
<b>Indemnités sur titres empruntés</b>			-13,06	
<b>Instruments financier à terme</b>				
<b>Engagements à terme fermes</b>				
<b>Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé</b>				
CAC 40 FUT 0121	EUR	-8 597	-706 325,00	-0,12
CBFT CBOT YST 0321	USD	331	-133 148,67	-0,03
CBOT USUL 30A 0321	USD	111	-146 710,65	-0,02
CME SP EMINI MA 0321	USD	55	64 500,84	0,01
DAX 30 IND FU 0321	EUR	2	22 300,00	
E7 USDEUR 0321	USD	-30	-14 711,29	
EC EURUSD 0321	USD	-41	-51 382,25	-0,01
EURO STOXX 50 0321	EUR	907	526 060,00	0,08
FGBL BUND 10A 0321	EUR	72	17 280,00	
FTSE 100 FUT 0321	GBP	74	-57 624,85	-0,01
FV CBOT UST 5 0321	USD	92	21 734,91	
LIFFE LG GILT 0321	GBP	37	62 830,97	0,01
MME MSCI EMER 0321	USD	239	397 503,17	0,07
NK NIKKEI 225 0321	USD	76	336 970,29	0,05
OSFT TOPIX IN 0321	JPY	11	51 810,62	
RE SELECT SEC 0321	USD	-60	-61 910,02	-0,01
RY EURJPY 0321	JPY	-180	29 764,39	0,01
S&P TORONTO 6 0321	CAD	23	-33 477,03	
SP 500 MINI 0321	USD	207	715 207,80	0,12
SP E-MINI FIN 0321	USD	-35	-75 804,01	-0,01
SP E-MINI HEA 0321	USD	5	9 807,53	
SP E-MIN INDU 0321	USD	-34	-9 725,80	
SP EMIN UTILI 0321	USD	-43	-38 658,00	-0,01
SPI 200 FUT 0321	AUD	17	-18 226,54	
TU CBOT UST 2 0321	USD	66	11 799,68	
US 10YR NOTE (CBT)Ma	USD	174	23 331,19	0,01
US TBOND 30 0321	USD	56	-58 998,41	-0,01
XAE ENERGY SE 0321	USD	-50	116 055,74	0,02

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
XAK TECHNOLOG 0321	USD	23	111 470,72	0,02
XAPXAP CONSUM 0321	USD	22	14 384,37	
XAY CONSUMER 0321	USD	24	104 352,09	0,02
XEUR EUFF SPA 0321	EUR	76	34 890,00	0,01
XEUR FBTP BTP 0321	EUR	83	55 160,00	0,01
XEUR FGBS SCH 0321	EUR	-44	3 740,00	
XEUR FOAT EUR 0321	EUR	67	46 960,00	0,01
XEUR FSMI SWI 0321	CHF	9	35 282,70	0,01
XSTO OMXS STO 0121	SEK	34	-2 427,73	
<b>TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé</b>			<b>1 404 066,76</b>	<b>0,23</b>
<b>TOTAL Engagements à terme fermes</b>			<b>1 404 066,76</b>	<b>0,23</b>
<b>Autres instruments financiers à terme</b>				
<b>Swaps d'inflation</b>				
SWAP CITI 31/10/26	EUR	4 000 000	-75 433,71	-0,01
SWAP INFL CA	USD	9 000 000	80 762,14	0,01
<b>TOTAL Swaps d'inflation</b>			<b>5 328,43</b>	
<b>Credit Default Swap</b>				
CDX EM S32 V3 MKT 4Y	USD	11 160 000	45 832,62	
CDX NA HY S33 V12 4Y	USD	11 570 000	886 949,91	0,15
CDX NA IG SERIE 33 V	USD	41 000 000	563 962,55	0,09
ITRAXX EUROPE S32 V1	EUR	39 200 000	900 782,90	0,15
ITRAXX XOVER S32 V4	EUR	10 272 107	1 135 731,18	0,19
<b>TOTAL Credit Default Swap</b>			<b>3 533 259,16</b>	<b>0,58</b>
<b>TOTAL Autres instruments financiers à terme</b>			<b>3 538 587,59</b>	<b>0,58</b>
<b>TOTAL Instruments financier à terme</b>			<b>4 942 654,35</b>	<b>0,81</b>
<b>Appel de marge</b>				
APPEL MARGE CACEIS	CHF	-38 160	-35 282,70	-0,01
APPEL MARGE CACEIS	AUD	-5 100	-3 216,45	
APPEL MARGE CACEIS	CAD	21 824	14 000,51	0,01
APPEL MARGE CACEIS	USD	-1 194 051	-975 890,65	-0,16
APPEL MARGE CACEIS	SEK	24 395	2 427,73	
APPEL MARGE CACEIS	JPY	3 420 000	27 072,93	
APPEL MARGE CACEIS	EUR	4 126 459,99	4 126 459,99	0,68
APPEL MARGE CACEIS	GBP	-57 940	-64 730,20	-0,02
<b>TOTAL Appel de marge</b>			<b>3 090 841,16</b>	<b>0,50</b>
<b>Créances</b>			<b>66 626 235,05</b>	<b>10,90</b>
<b>Dettes</b>			<b>-29 224 634,21</b>	<b>-4,78</b>
<b>Comptes financiers</b>			<b>5 755 624,64</b>	<b>0,94</b>
<b>Actif net</b>			<b>611 479 846,31</b>	<b>100,00</b>

Parts AMUNDI PRUDENT O C	EUR	2 159 061,046	112,81
Parts AMUNDI PRUDENT C	EUR	3 022 029,372	121,73

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## Annexe(s)

# OPCVM AMUNDI PRUDENT

## Caractéristiques du fonds (suite)

## Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

### AMUNDI PRUDENT

Code ISIN : (C) FR0010697466

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

#### Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Non applicable

En souscrivant à AMUNDI PRUDENT, vous accédez à des expertises variées au sein d'un univers large constitué des marchés monétaires, obligataires, d'actions et de devises de toutes zones géographiques.

L'objectif est, sur un horizon de placement de 2 ans, de réaliser une performance annuelle supérieure de 2% à celle de l'Eonia capitalisé, indice représentatif du taux monétaire de la zone euro, à travers une gestion discrétionnaire et flexible d'exposition aux différents marchés internationaux d'actions, de taux et de devises, et après prise en compte des frais courants.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion effectue une sélection d'actions, principalement européennes, de toutes tailles de capitalisations, d'obligations publiques et privées, européennes et internationales, principalement de bonne qualité ("Investment Grade") selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de gestion, et de devises.

Compte tenu de sa gestion active et discrétionnaire, le fonds sera exposé aux marchés de taux entre 0 et 100% de son actif net, aux marchés des actions entre 0 et 20% de son actif net et aux devises entre 0 et 30% de son actif net.

L'exposition cumulée aux marchés d'actions, aux obligations haut-rendement et émergentes sera limitée à 30%.

Le fonds est soumis à un risque de change.

Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage.

AMUNDI PRUDENT est éligible au PEA.

L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à posteriori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis chaque année.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 2 ans.

#### Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de ce FCP reflète les prises de positions à l'achat et à la vente de la gestion sur les marchés des actions, taux et changes dans le cadre de la marge de manœuvre préalablement définie.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM.

La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- **Risque de crédit** : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- **Risque de liquidité** : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.
- **Risque de contrepartie** : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- **L'utilisation de produits complexes** tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du portefeuille.



Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 086 262 605 €.  
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.  
Sièges social : 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - [www.amundi.com](http://www.amundi.com)

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 086 262 605 €.  
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.  
Siège social : 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - [www.amundi.com](http://www.amundi.com)

**Amundi**  
ASSET MANAGEMENT